



Association Marocaine des droits
humain Nador

ANNEE DU PLUS GRAND MASSACRE DE MIGRANTS SUR UNE BARRIERE TERRESTRE SUITE A UNE INTERVENTION COORDONNEE DU MAROC ET DE L'ESPAGNE

RAPPORT ANNUEL MIGRATION 2022



publié en
Mai 2023

Introduction

L'équipe d'AMDH nador continue d'observer et de suivre la situation des migrants et des demandeurs d'asile sur la voie migratoire Nador-Mlilia en portant une attention particulière, non seulement sur les violations commises, mais aussi sur un monitoring le plus méticuleux possible des politiques migratoires marocaines, espagnoles et européennes mises en œuvre sur cette voie de migration.

L'année 2022 a été marquée au niveau national et régional par plusieurs facteurs qui ont largement impacté les flux migratoires et la situation des migrants à Nador, parmi eux :

- Le rétablissement progressif des relations marocco espagnoles depuis avril 2022 et la réouverture du poste frontalier Beni Ensar avec Melilla après 2 années de fermeture.
- La sortie progressive de l'état d'urgence sanitaire liée au Covid 19 et la levée des blocages à la circulation y compris celle des migrants.
- L'imposition pour la première fois de toute l'histoire entre le Maroc et l'Espagne du visa d'accès à Mlilia pour la population de Nador et Driouch.
- Le tamponnage des passeports par la police marocaine et espagnole à l'entrée et à la sortie de cette ville occupée pour tous les marocains y compris les résidents à Nador et Driouch.
- Le rétablissement d'une coordination très étroite et dangereuse entre les autorités marocaines et espagnole qui a conduit au massacre de dizaines de migrants dans un poste frontalier sous le contrôle des deux pays.
- Le massacre du 24 juin 2022 au poste frontalier Bario Chino suite à une intervention musclée et coordonnée des autorités marocaines et espagnoles.

Ce massacre caractérisé par un usage excessif de la force a suscité l'indignation et la dénonciation des Nations Unis, de l'Union Africain et toutes les ONG de défense des droits humains.

La tragédie de Hapiness.

L'année 2023 a commencé avec une tragédie qui met en exergue les conditions très difficiles que vivent les migrants en général à Nador et particulièrement les femmes avec leurs enfants qui, devant l'interdiction et l'impossibilité de louer une maison à Nador, sont contraints de vivre en forets avec des enfants à bas âge. C'est le cas de Hapiness Johans, une mère Nigériane avec ses trois enfants qui vivaient depuis presque 3 ans dans un abris en plastique dans la forêt de Tirekaa non loin du cimetière de Sidi Salem où elle avait l'habitude de s'y rendre pour demander la charité et pouvoir ainsi nourrir ces 3 enfants dont l'âge du plus grand ne dépasse pas les 6 ans.

Le 24 janvier 2022, Hapiness a été trouvée morte calcinée avec ses 3 enfants dans leur abri en plastique. AMDH Nador qui s'est rendue sur place a constaté l'incendie presque total de l'abri construit. Il ne restait sur place que quelques habits et chaussures des enfants et du reste d'un « kanoun » construit en pierre non loin de l'abri pour probablement se réchauffer ou préparer la nourriture.

S'interrogeant sur les causes réelles de ces décès, rapidement liés à un incendie accidentel, l'AMDH Nador a saisi par lettre le 1 février 2022 le Ministère de l'Intérieur pour demander l'ouverture d'une enquête et la levée de l'interdiction effective de louer des maisons qui ne concerne que les migrants de faciès noir.

Le 27 juin 2022, le porte-parole du gouvernement marocain évite de répondre à une question relative à la mort de Hapiness avec ses 3 enfants et l'enquête judiciaire ouverte par le parquet de Nador a été rapidement clôturée en définissant les causes à un incendie accidentelle causé par un feu allumé pour besoin de chauffage.

A noter que, l'un des témoignages recueilli par AMDH Nador auprès des voisins de cette forêt au niveau du quartier Tirekaa, nous a confirmé qu'un homme se rendait souvent chez Hapiness dans son abri et on ne sait pas si cette personne a été recherché et auditionné dans le cadre de l'enquête judiciaire ouverte ou non.

Si cette mort tragique de Hapiness met en évidence le caractère dangereux et raciste d'interdire la location de maisons aux migrants de faciès noir à Nador, il n'en demeure pas moins qu'elle constitue une réelle sonnette d'alarme sur la situation de la femme migrante parfois soumise à des pratiques d'exploitation sexuelle au cours de leur trajectoire migratoire pendant elles se trouvent avec des enfants à bas âge qui subissent eux aussi toutes les conséquences des politiques migratoires déshumanisées.



الجمعية المغربية لحقوق الإنسان - فرع الناظور
ⵜⴰⴳⴷⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵏⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵖⴻⵔⴰⵏⵜ
Association Marocaine des Droits Humains - Section Nador-
العنوان: بلوك لالة أمينة، الطابق الأول رقم 34 لعري الشيخ الناظور
جمعية غير حكومية. تأسست في 24 يونيو 1979. معترف لها بصفة المنفعة العامة (مرسوم رقم 2.00.405 - 24 أبريل 2000)
ONG constituée le 24 juin 1979, reconnue d'utilité publique (Décret n° 2.00.405 du 24 Avril 2000)

الناظور، بتاريخ الاثنين 31 يناير 2021

رسالة مفتوحة موجهة إلى السيد وزير الداخلية

الموضوع : فاجعة مصرع أم وثلاثة أطفال من أصل نيجيري احتراقاً بغابة كوروكو.

في إطار متابعته للقضايا المتعلقة بالهجرة واللجوء وأوضاع المهاجرين بالإقليم، يرأسكم فرع الجمعية المغربية لحقوق الإنسان بالناظور من أجل الوقوف على الانتهاكات الصارخة لحقوق المهاجرين وطالبي اللجوء، وما يترتب عن ذلك من ضياع لأبسط حقوقهم الأساسية.

فقد عرفت الناظور صباحة يوم الاثنين 24 يناير 2022 فاجعة أخرى في صفوف المهاجرين جنوب الصحراء، بعد مصرع ثلاثة أطفال تقل أعمارهم عن 7 سنوات احتراقاً بالمأوى البلاستيكي الذين يعيشون داخله رفقة أمهم التي نقلت في حالة خطيرة إلى المستشفى الحسني، حيث لفظت أنفاسها الأخيرة بقسم العناية المركزة مساء يوم الأحد 30 يناير 2022. ويتعلق الأمر بسيدة من جنسية نيجيرية كانت تعيش رفقة أطفالها الثلاثة بمخيم المهاجرين المتواجد على منحدر غابة غوروغو شمال غرب مقبرة سيدي سالم بالناظور.

ونحيطكم علماً أننا أصدرنا عدة بلاغات وبيانات حول الأوضاع اللاإنسانية للمهاجرين جنوب الصحراء بغابات إقليم الناظور، طالبنا وحذرنا من خلالها المسؤولين بخطورة الأوضاع التي يعيشها منات المهاجرين منذ عدة سنوات بسبب تمادي سلطات الناظور في حرمانهم من الحق في السكن ووضع شتى العراقيين التي تحول دون كراء مساكن بأحياء الناظور أسوة بباقي المهاجرين في المدن المغربية الأخرى (وجدة، طنجة، تطوان، الرباط...)، إلا أن نداءات الجمعية لم تلق أية استجابة، الوضع الذي زاد من معاناتهم وأجهز على حقهم في الحياة والسلامة البدنية والكرامة الإنسانية.

وبناء على ما سبق، نراسلكم لنعوود مطالبكم بوضع حد لمعاناة هذه الفئة جراء حرمانها من أبسط حقوقها الأساسية، وذلك بالتدخل العاجل لدى مصالحكم لوقف هذا المنع غير المبرر ولسياسات الهجرة التي ظلت تركز انتهاكات حقوق الإنسان وتضرب في العمق حقوق المهاجرين وطالبي اللجوء، وسن سياسات تنتصر للأبعاد الحقوقية.

رئيس فرع الجمعية المغربية لحقوق الإنسان - الناظور -

محمد أمين أبيدار

الجمعية المغربية لحقوق الإنسان
محمد أمين أبيدار

الجمعية المغربية لحقوق الإنسان- فرع الناظور- البريد الإلكتروني amdh_nador1@yahoo.fr، الهاتف 0627471660

La barrière entre Nador et Mlilia.

Deux éléments permettent de suivre la situation au niveau des deux côtés de cette barrière :

- La mobilisation des unités de contrôle et de surveillance au niveau de la barrière :

Par rapport à ce point du côté marocain et pendant les 3 premiers mois de 2022, cette mobilisation plutôt basique a été surtout assurée par les éléments des FAR et des unités mobiles des forces auxiliaires, alors que le poste frontalier de Béni Ensar même fermé était toujours contrôlé par la police nationale. Le renforcement de ce système de garde de la frontière n'a été observé qu'à certains moments précis et très limité, notamment lors de certaines tentatives des jeunes marocains de traverser la barrière au niveau de Mari Ouari qui ont été enregistrées avant le rétablissement des relations marocco espagnoles.

Les mobilisations les plus importantes en nombre et en nature des forces ne sont devenues plus marquante qu'à partir du mois de mai avec une présence des compagnies mobiles de la police et de la gendarmerie en plus des militaires et des forces auxiliaires. Lors de notre visite à la barrière le jour du 23 mai, cette mobilisation a été impressionnante en prévision de tentatives opérées par des marocains, de soudanais et de subsahariens.

Du cote espagnol et pendant la même période, la mobilisation a été plus importante sur la partie de la barrière située entre Mari Ouari et Beni Ensar pour, vraisemblablement compenser la faible mobilisation du cote marocain là où la surélévation de la barrière n'a pas été achevée avec l'installation des structures en arc. C'est dans ce contexte que les militaires espagnoles ont été mobilisées le long de la barrière après les tentatives répétées des jeunes marocains d'accéder à Melilla et Ceuta. La presse de Melilla telle El Faro a écrit dans un article publiée après les tentatives massives du mois de Mars que la frontière est dorénavant sous la responsabilité de l'armée espagnole.

- Les travaux de renforcement de la barrière :

Si les travaux de renforcement et d'entretien de la barrière ont été largement gelés pendant la période de crise entre le Maroc et l'Espagne, ceux-ci ont repris du côté marocain, principalement sur la partie entre Bario Chino et Beni Ensar par la finalisation du creusement du fossé situé entre la barrière marocaine et les barrières espagnoles et l'installation de nouveaux poste de contrôle en amont et le long de la barrière. Sur la partie plus au nord de l'entrée de Farkhana vers Béni chiker, la route longeant la frontière est complètement fermée avec présence importante de militaires marocains.

Sur cette partie, les autorités marocaines ont commencé dès le mois de décembre 2022 les travaux d'implantation d'une nouvelle barrière à lames tranchante le long de la route longeant la frontière. L'installation de cette barrière ne se fait pas continuellement dans l'espace. Par endroit, elle semble disparaître pour reprendre plus loin. Nous ignorons les

contraintes techniques du terrain et les raisons derrière ces exceptions, mais ceci peut être expliqué dans le cadre de la mise en œuvre de l'un des fondements de la politique migratoire marocaine et espagnole : ne jamais verrouiller d'une manière totale tous les issues de migration pour garder cette carte à jouer en fonction des développements que connaîtront les relations entre le Maroc, l'Espagne et l'Europe.



Du côté espagnol et dès le mois d'Avril, un important marché de 4.3 Millions d'Euros a été octroyé à la société « Eulen » pour l'entretien des barrières y compris le système de surveillance de caméras (article du journal El Faro de Melilla publié le 3 mai 2022).

Tous les travaux de construction, d'équipement et d'entretien de cette barrière semblent être supervisés et contrôlés par des agents de Frontex qui effectuent souvent des visites de prospection à cette barrière pour contrôler l'efficacité des équipements installés. L'usage de matériel sophistiqué de télédétection et de surveillance a été beaucoup plus renforcé par un dispositif mobile fourni par l'agence Frontex aux autorités de Melilla qui utilise des viseurs optiques et thermiques par UV capable de détecter les mouvements de migrants dans leurs campements à Gourougou.

Les mineurs non accompagnés à Nador et Melilla.

La construction de nouvelles arrondissements administratives à Nador et Béni Ensar s'est adaptée au besoin d'aménager des centres d'enfermement à l'intérieur de ces administrations. Ainsi, lors de la construction du Pachalik de Béni Ensar et du 2eme arrondissement de Nador, des locaux situés au sous-sol ou au RDC ont été construits spécialement pour enfermer les mineurs et les jeunes marocains arrêtés lors des rafles et au niveau des barrages routiers installés d'une manière permanente à l'entrée de de Nador et Beni Ensar.

Actuellement, Nador compte ces deux centres d'enfermement illégaux qui ont reçu pendant l'année 2022 des centaines de mineurs et jeunes marocains où ils subissent des maltraitance divers telles que des violences corporelles et linguistiques des agents d'autorité, des

chauffeurs de camions et des gardiens au port commercial, interdiction de contacter leurs familles, saisie illégale de leurs biens (argent et téléphones) par des membres des forces auxiliaires et des auxiliaires d'autorité.

Parmi les graves violations relevées, on peut citer l'usage de chiens de garde par l'ANP (Agence Nationale des Ports) à l'entrée du port commercial pour attaquer les mineurs et les jeunes qui se cachent à l'intérieur des camions qui accèdent au port. La procédure utilisée pour contrôler les camions de marchandises débute par la montée dans la remorque du camion d'un gardien de la société privée délégataire de ce service munis d'un bâton. Lorsqu'un mineur est trouvé dedans, le gardien utilise souvent des violences contre le mineur. Parfois même il le pousse violemment du haut du camion lui causant des blessures graves. La vérification du dessous des camions se fait à travers des chiens dressés pour cette mission sans être accompagnés ou maîtrisés par les gardiens. C'est à ce moment-là qu'ils attaquent les mineurs leur causant des blessures graves

Cette pratique, à la fois illégale et dangereuse, a été documentée par AMDH Nador à plusieurs reprises, notamment le 20 septembre de la même année quand un des chiens de garde a attaqué un autre mineurs devant les yeux des gardiens d'une société privée et des membres de la police lui causant des blessures graves.



Par la suite ces mineurs et jeunes marocains sont éloignés à l'intérieur de leur pays par des bus vers une seule destination qui est la gare d'ouled ziane à Casablanca sans aucune information de leurs familles. A l'intérieur de ces bus d'autres violations sont commises par les agents accompagnateurs : vole d'argents, exiger de payer des sommes d'argent pour être relâché et quitter le bus à la sortie de Nador, obliger les mineurs à descendre du bus dans l'autoroute avant d'atteindre Casablanca...

Rien qu'à partir du centre d'enfermement situé au siège du deuxième arrondissement à Nador, pas moins de 65 opérations d'éloignement nocturnes ont été effectuées à bord de bus en 2022, soit près de 1200 mineurs et jeunes refoulés de Nador.

La traque presque quotidienne de ces mineurs et jeunes dans les rues de Nador et Béni Ensar et l'organisation de rafles par les éléments des agents et des auxiliaires d'autorités, des forces auxiliaires et de la police, poussent ces mineurs et jeunes à suivre des voies de

déplacement et de migration dangereuses qui peuvent causer des drames : le 25 mars un jeune migrant mort caché dans un camion à Nador et le 5 mai 2022 un mineur marocain âgé de 14 ans a été écrasé par un autre camion.

La situation des mineurs non accompagnés à Melilla ne s'est pas améliorée à l'intérieur du centre Purissima ou lors de leurs tentatives d'accéder au port de cette ville et d'arriver par voies dangereuses aux bateau de voyage. La fermeture du centre Purissima face à certains mineurs après 21 heures et le comportement violent des gardiens ont poussé ces mineurs à manifester le 1 janvier 2022.

La migration des marocains.

L'année 2022 a été caractérisée par la poursuite de mise en œuvre de cette division stricte des voies de migration observée dès 2020 et qui consiste à orienter toute la migration des étrangers (subsahariens, soudanais...) vers la voie de migration Laayoune, Dakhla, Tarfaya, Tanatan vers les îles canaries et de réserver le nord marocain à la migration des marocains. Cette orientation s'est opérée d'une manière automatique lorsque les autorités marocaines ont commencé à serrer les contrôles migratoires au nord pour les migrants étrangers et en même temps alléger ces mêmes contrôles ou même fermer les yeux sur les départs à partir du Sud.

Par contre, la réservation de toute la côte du nord presque exclusivement à la migration des nationaux et particulièrement les locaux (originaires du Rif) s'inscrit dans la même tendance observée depuis le mouvement populaire Hirak du Rif en 2017. L'allègement des contrôles qui se manifeste par les rares cas d'interception de convois de marocains surtout sur la partie du littoral entre Nador et Al Hoceima a été derrière cette migration massive des marocains qui continue depuis 7 ans sans qu'elle suscite toutes les réactions y compris les traitements médiatiques de la part des autorités marocaines et espagnoles que celles de la migration des subsahariens, yéménis ou syriens.

Ainsi, en 2022 l'AMDH Nador a pu dénombrer 16 tentatives effectuées par mer vers Melilla, au cours desquelles près de 180 migrants ont pu arriver à Melilla. Il s'agit principalement de jeunes marocains originaires des différentes régions du Maroc à qui on impose des sommes d'argent de plus en plus élevées pour migrer.

L'ouverture par les autorités espagnoles de cette possibilité de regagner l'Espagne après avoir accédé à Melilla pour les migrants marocains a eu pour conséquences une hausse vertigineuse des prix imposés par des réseaux de trafiquants qui se sont installés dès l'imposition des visas entre Melilla et Nador.

En matière des prix imposés, si les valeurs sur cette nouvelle voie de migration (vers Melilla par mer ou par poste frontalier) ont atteint dans certains cas et en un temps record 8000 euros, ces mêmes prix demeurent largement inférieures sur la voie de migration par mer directement vers l'Espagne à partir de la partie du littoral entre Al Hoceima et Nador et qui

est réservée principalement aux jeunes du Rif (2000 euros bien qu'il s'agisse d'une voie de migration beaucoup plus importante qui existe depuis des années). Ces jeunes rifains sont principalement issus d' Al Arouit, zeghanghane, Tazaghine, Tamsamane, Imzourene et Al Hoceima.

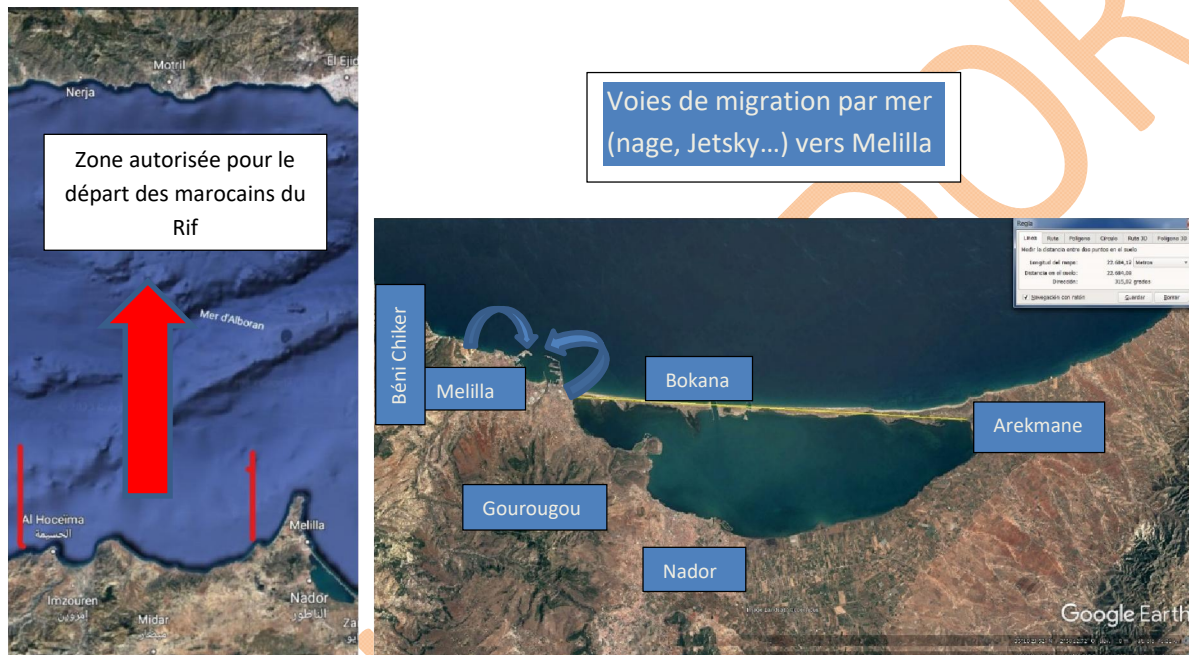
Cette division territoriale et cette différence de prix ne peuvent être expliquées que dans le cadre du contexte politique imposé depuis le Hirak du 2017 et qui s'est suivi par des flux de migration massive des jeunes du Rif sans que celui-ci semble poser de problèmes pour les autorités espagnoles et marocaines à l'instar de la migration des subsahariens.

Comme en 2017, la tendance désirée ou au moins tolérée et d'aller vers une prédominance d'une migration payante et sélective même si elle génère des nombres de départ de plus en plus élevés. C'est du moins l'un des résultats majeurs des politiques migratoires appliquées depuis cette année'

Date	Moyen utilisé	Nombre de boozas
10 janvier	Pneumatique	11
14 janvier	2 barques	28
25 février	Pneumatique	19
3 mars	Barque	12
14 mars		10
30 mars	Pneumatique	09
28 avril	2 barques	15
01 mai	Barque	11
30 juin	Jet sky	03
11 juillet	Jet sky	03
18 juillet	Barque	15
7 août	Jet sky	02
10 août	Pneumatique	14
30 novembre	Barque	16
1 décembre	Deltaplane	1
21 décembre	Pneumatique	12
Total		180

Ceci dit, la migration des marocains à partir du couloir AlHoceima- Nador demeure beaucoup plus importante en nombre de départ et d'arrivée principalement au port de Motril avec un taux de réussite très élevé étant donné que dans de rares cas seulement de tels convois ont été interceptés par les autorités marocaines. Si AMDH Nador a pu dénombrer par ces propres moyens 16 convois partis en 2022 avec presque 180 arrivées, le nombre est sûrement plus élevé si on se réfère aux données de la presse locale, des activistes du côté espagnol et Salvamento Marítimo, sachant que certains convois peuvent arriver directement vers les côtes espagnoles sans être identifiés.

Le plus étrange par rapport à ces convois, est la réaction constatée aussi bien chez les autorités marocaine et espagnole en comparaison avec la migration des subsahariens ou des soudanais : un silence totale, une indifférence des deux cotés à tel point que les statistiques concernant cette migration issue du Hirak n'apparait jamais sur les statistiques et les déclarations officielles marocaines.



Par la barrière, l'année 2022 a enregistré plusieurs tentatives de traversée effectuées par des jeunes marocains qui habitent surtout les communes limitrophes à la barrière (Farkhana, Mari Ouari et Beni Chiker). Ces tentatives généralement réussies ont eu lieu pendant les premiers 3 mois de cette année en continuité des grandes vagues enregistrées en 2021 à Ceuta et Melilla. Après le rétablissement des relations entre les deux pays, ces tentatives ont pratiquement disparu pendant le reste de l'année.

Pour les arrivées vers les îles chafarines à partir des côtes Est de Nador, AMDH a enregistré une baisse importante. Trois tentatives seulement en 2022, au cours desquelles 48 demandeurs d'asile subsahariens et yemenis y sont arrivés le 1 et 3 janvier et 30 avril. Si pendant la tentative du premier janvier, les 30 migrants subsahariens dont 16 femmes ont été transférés des îles chafarines à Melilla, les 18 migrants des deux autres tentatives ont été refoulés à chaud par mer vers la gendarmerie marocaine au port de Ras El Ma.

Les décès en mer.

Suite aux ententes maroco espagnoles imposant les visas pour la population de Nador et Driouch, de nouvelles voies de migration se sont ouvertes, parmi lesquelles les passages par

mer vers Melilla par nage ou en utilisant différents engins flottant. Ces pratiques, autrefois utilisées presque exclusivement par des migrants étrangers ou des marocains non résidents à Nador, ont été pratiquées aussi par les jeunes originaires de Nador causant dans plusieurs cas des drames des deux côtés de la « frontière ».

Ainsi, pendant cette année AMDH Nador a pu comptabiliser 13 cadavres découverts sur cette voie de migration :

Date	Lieux de découverte du cadavre	Nom	Origine	Observations
7 mars	Melilla	Oussama Taouil		Non rapatrié. Enterré à Melilla
8 mars	Arekmane	Hassane	Taourirt	
15 mars	Melilla	Reda lazhar	Fès	Non rapatrié. Enterré à Melilla. Sa tombe ne comprend pas son nom, alors que sur le registre le nom est indiqué.
9 avril	Beni Ensar	Jamal	Driouch	Enterré à Driouch
30 avril	Melilla	Abdesaamad Hammar	Nador	Non rapatrié. Enterré à Melilla. Sa tombe ne comprend pas son nom, alors que sur le registre le nom est indiqué.
7 mai	Melilla	Non identifié		Non rapatrié. Enterré à Melilla.
14 mai	Plage de Boukana	Mohamed mineur	El Jadida	
01 juin	Melilla	Non identifié		Non rapatrié. Enterré à Melilla.
21 Aout	Melilla	Non identifié		
21 Aout	Melilla	Non identifié		
10 septembre	Beni chiker	Houcine	Arouit	
14 novembre	Melilla	Soufiane Yousfi	Berkaniyine Nador	Rapatrié et enterré à Berkaniyine.
21 décembre	Melilla	Mourad	Zaio	Rapatrié et enterré à Zaio.

Cette nouvelle voie de migration est devenue si mortifère à cause de la mobilisation par le Maroc d'unités de militaires et des forces auxiliaires dans des points plus loin le long de la plage de Boucana (Beni Ensar) et de Abdouna Trifa (Beni Chiker), ce qui a poussé les migrants à prendre la mer à partir de points plus loin et de nager ainsi de longues distances le plus loin possible des militaires et des caméras implantées au niveau des digues du port.

D'autres jeunes marocains préfèrent migrer à partir des cotes algériennes pour deux raisons principales : l'existence de plus d'opportunités de travail en Algérie avec des salaires supérieurs qui peuvent servir à financer le projet migratoire dans un temps record en comparaison avec le Maroc et les prix exigés pour migrer qui restent inférieurs à ceux appliqués à partir des cotes de Nador.

Cette voie de migration a causé aussi des tragédies de morts, de disparition et d'arrestation comme ça été le cas du jeune Mohamed Boulakhrif retrouvé mort à la plage « bab laassa » à Tlemcen le 19 mars.

Pour ceux qui sont arrêtés, les autorités algériennes prononcent généralement contre eux une décision d'éloignement à la frontière en fixant un délai. Si ce délai est dépassé, le migrant demeure arrêté dans des commissariats. Pour éviter les retards enregistrés et activer le rapatriement des migrants marocains, AMDH Nador a saisi le 2 mars 2022, le Ministère des affaires étrangères marocains et le Ministère de l'Intérieur pour demander une intervention rapide du consulat marocain à Oran afin de rapatrier ces migrants.

Grace à une coopération AlgéroMarocaine malgré la fermeture de la frontière et la coupure des relations, le poste frontalier « Zouj Bghal » a été ouvert à plusieurs reprises pour recevoir les cadavres des morts ou les migrants arrêtés comme ça été le cas le 18 mars 2022 lorsque 60 jeunes marocains ont été rapatriés.

Le blocage des dépouilles des marocains morts à Melilla.

L'une des conséquences à la fois dramatiques et imprévisible suite à la fermeture de la frontière avec Melilla et la nouvelle vision marocaine à cette « frontière » est le comportement constaté par rapport aux transferts des dépouilles de marocains décédés à Melilla. Si avant 2020, le rapatriement de ces dépouilles se faisait d'une manière normale à travers le poste frontalier de Beni Ensar après une autorisation délivrée par les services compétents de la Province de Nador.

Cette interdiction a demeuré en vigueur même après l'ouverture du poste frontalier en mai 2022 et la normalisation des relations entre les deux pays. Il était complètement aberrant et incompréhensible que des marocains vivants pouvaient circuler à travers cette « frontière », alors que pour nos concitoyens morts, leur dépouille ne pouvait pas traverser.

Après presque 9 mois de la lettre adressée par AMDH Nador au Ministre de l'Intérieur le 16 mars 2022 pour demander de faciliter le rapatriement des morts, cette interdiction a été levée.

Ainsi, parmi les cas suivis par AMDH nador et pendant lesquels les autorités marocaines ont refusé sans aucune justification la demande des familles de rapatrier les dépouilles de leurs proches dans un geste inhumain qui montre le mépris vis-à-vis des familles :

Le cas du nouveau-né malade d'une famille nadoraise qui a été accepté à l'hôpital de Melilla. Il a traversé le poste frontalier de Béni Ensar vers Mlilia la nuit du 11- 12 juin pour une intervention d'urgence en compagnie de sa famille. Malheureusement, il n'a pas été sauvé et la famille, devant le refus des autorités marocaines, se trouvait obligé de l'enterrer à Melilla et de retraverser la frontière vers Nador sans leur enfant pour l'inhumer devant eux.

Le 24 et 26 mai 2022, deux dépouilles de jeunes marocains (1 homme Mohcine A, originaire de Fès et une femme Halima M) ont été enterrées au cimetière musulman de Melilla contre la volonté de leurs familles malgré l'identification de leurs enfants et la présentation de toutes les pièces demandées par les services de la Province de Nador. Après 17 jours de blocage et d'attente, les familles ont reçu un refus oral de la part du chef de la division des affaires intérieur à la Province de Nador.

Extrait de notre déclaration publiée le 26 mai pour dénoncer cette frontière déshumanisée.

« Si tu es un marocain vivant tu peux traverser la frontière, mais s'il t'arrive de mourir à Melilla tu resteras la bas selon cette logique inhumaine des autorités. Pire violation...du jamais vu est de Refuser aux familles de rapatrier leurs proches pour les enterrer près d'eux... Au-delà d'une pure bureaucratie à la marocaine qui montre le mépris des autorités pour le citoyen marocain, c'est peut être l'une des conséquences des derniers accords marocco- espagnoles sur le statut de Melilla qui sont peu à peu mis en application. La nouvelle position des autorités de Nador de transférer le rapatriement des cadavres de marocains au ministère des affaires étrangères au lieu du ministère de l'intérieur... »

Ce changement de position des autorités marocaines vient s'ajouter à celle mise en place pour la première fois et qui concerne l'exigence du visa pour accéder à Melilla même pour les résidents de Nador et le tamponnage des passeports par la police marocaine à l'entrée et à la sortie (voir lettre de protestation adressée par l'AMDH au Ministre des affaires étrangères marocains).



Tombes de migrants non identifiés au cimetière musulman de Melilla.

Migration des étrangers.

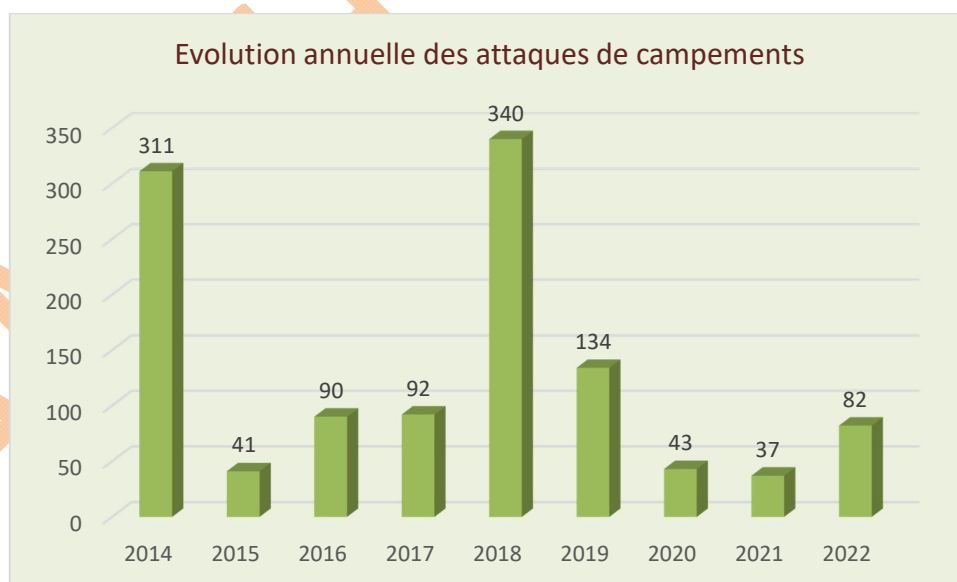
Les attaques des campements.

En comparaison aux années précédentes, L'année 2022 a été caractérisée par un retour en force des attaques des campements des migrants en forêt avec l'usage de nouvelles technologies de surveillance et de contrôle. Des attaques effectuées par des brigades des forces auxiliaires qui se déplaçaient de Nador vers les campements, on s'est dirigé vers une présence permanente de militaires au niveau des forêts et l'usage de drones pour surveiller les forêts par une brigade spéciale de la gendarmerie royale.

Toutefois, il faut distinguer entre deux périodes bien distinctes avant et après le rétablissement des relations marocco espagnoles.

Localement, ce contexte a été marqué par une nette diminution dans les indicateurs qui marquent l'exercice du rôle de gendarme par le Maroc :

Contrairement aux années précédentes, les années 2020 et 2021 ont enregistré une chute des attaques des campements des migrants en forêt par les autorités marocaines. 37 attaques seulement en 2021 contre 340 attaques en 2018 par exemple. Cette nette diminution a été maintenue pendant les 2 premiers mois de 2022 pendant lesquels AMDH Nador n'a enregistré aucune attaque des campements.



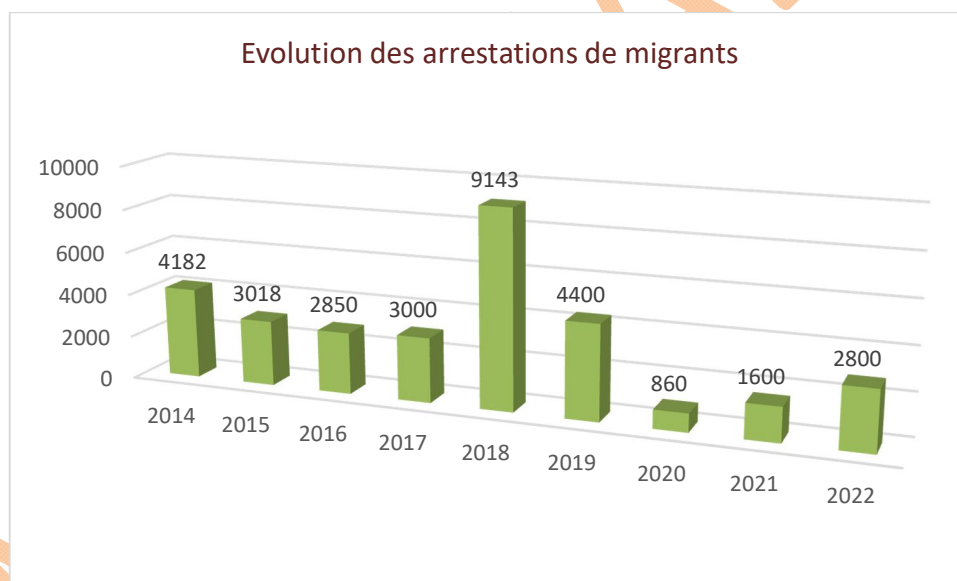
Après 2 années de régression, l'année 2022 a été caractérisée par un retour en force des opérations d'attaque, de ratissage et de rafles contre toute présence des migrants dans les forêts de Nador. 82 opérations de ce genre ont été conduites en 2022 par des unités des forces auxiliaires en présence d'agents d'autorité en civile, des gendarmes et parfois des

unités mobiles de la police. Au cours de ces attaques, les campements précaires des migrants sont détruits et les migrants sont dispersés ou arrêtés.

Cependant, il est nécessaire de différencier deux phases essentielles :

- Une phase d'avant avril 2022 qui constitue la continuité des années 2020 et 2021 et qui a été caractérisée par une régression considérable de ces opérations qui matérialisent le rôle de gendarme joué par le Maroc et qui s'est pratiquement arrêté parallèlement à la crise survenue dans les relations marocco-espagnoles.
- Ces attaques ont repris avec force dès le mois de mai 2022 pour connaître leur pic en juin 2022 et continuer avec une cadence normale après le massacre du 24 juin. Les attaques presque quotidiennes pendant ce mois qui étaient les plus violentes, se sont transformées en une présence permanente des autorités dans les forêts avec usage courant des drones de surveillance par une unité spécialisée de la gendarmerie.

Arrestations et refoulements.



L'année 2022 a été marquée aussi par une nette augmentation des arrestations et des refoulements. Près de 2800 migrants arrêtés contre 1600 en 2021. Le plus grand nombre de migrants ont été arrêtés à la barrière pendant les tentatives du mois mars et le jour massacre du 24 juin. Les autres migrants ont été appréhendés pendant les attaques en forêts, sur les barrages de contrôle routiers vers Nador ou dans les gares de chemin de fer (Selouane, Hassi Berkane, Ihaddadene et Nador).

En matière de nationalité, il s'agit principalement de soudanais mais aussi de tchadiens, Erythréens et de pays subsahariens qui sont par la suite éloignés vers des villes de l'intérieur ou vers la frontière algérienne. Cependant, De plus en plus de soudanais arrêtés à Nador ne sont pas refoulés, mais poursuivis en justice et jugés à des peines très sévères de 3 années d'emprisonnement. Ce nouveau traitement par la mobilisation de l'appareil judiciaire, très

présent après le massacre du 24 juin, vise essentiellement à faire peur à cette communauté migrante persécutée pour désertier cette voie migratoire.

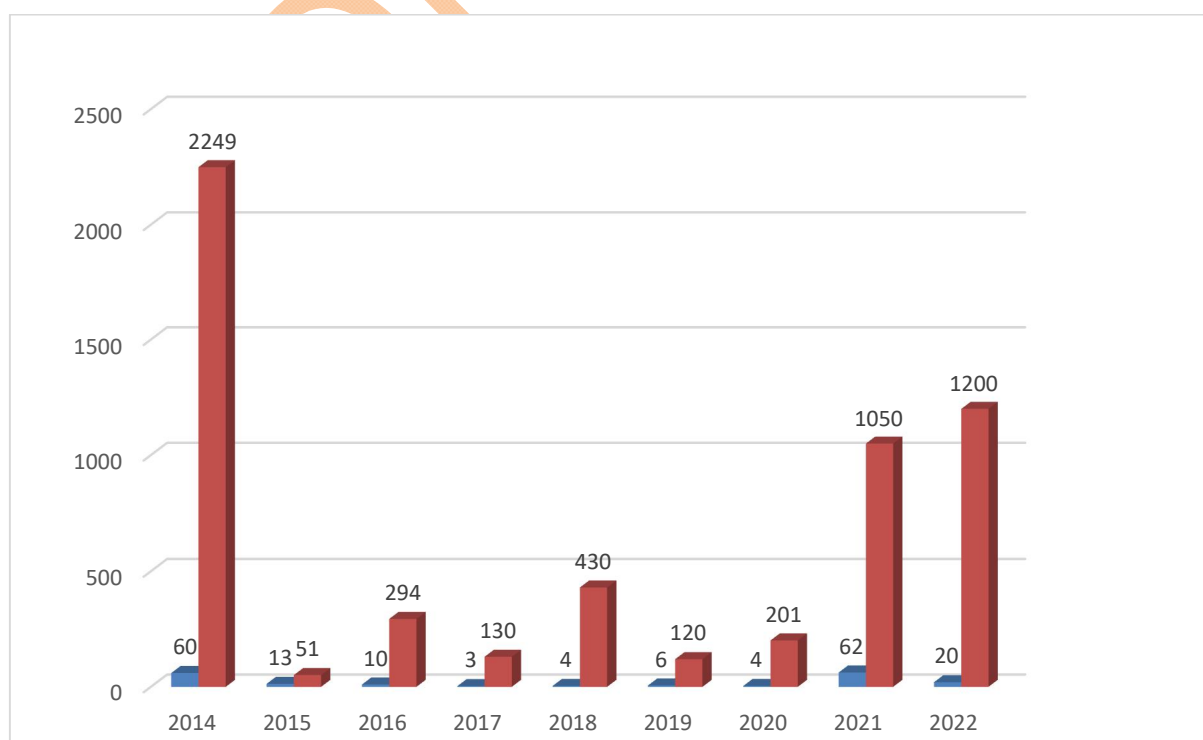
Le centre d'enfermement illégal d'Arekmane, qui a été le principal centre de rassemblement des migrants avant leur éloignement ou déportation, a été utilisé pour la dernière fois le 7 avril 2022 lors du refoulement de migrants arrêtés à Nador. Depuis cette date ce centre est fermé et semble être récupéré par le Ministère de la jeunesse et sports pour retrouver sa fonction initial comme un centre d'estivage.

De même, le dernier convoi de migrants exclusivement subsahariens arrêté à Nador remonte au 1 février 2022, au cours duquel 32 migrants subsahariens ont été arrêtés à Ait Mait. Cette réalité montre la mise en œuvre stricte de l'un des nouveaux axes dans la politique migratoire marocaine favorisant la migration par mer des marocains sur cette zone et le transfert de toute la migration subsaharienne vers l'axe Laayoune- îles canaries.

Tentatives à la barrière et boozas

L'année 2022 a été marquée par une nette diminution du nombre de tentatives à la barrière. 20 tentatives seulement contre 62 en 2021. Cette diminution est fortement corrélée au retour des relations marocco-espagnoles depuis avril 2022 et qui avait pour conséquences une reprise complète du rôle de gendarme joué par le Maroc. La majorité de ces 20 tentatives ont été enregistrées pendant les trois premiers mois de 2022 au moment où ces relations étaient en crise et en continuité avec l'augmentation enregistrée pendant toute l'année 2021.

Evolution des tentatives à la barrière et des boozas.



Cependant cette diminution en nombre de tentatives n'avait pas pour conséquence une diminution des Boza enregistré en 2022. Au contraire, on a assisté à une augmentation significative des arrivées à Mlilia surtout pendant les tentatives de Mars au cours desquelles près de 1000 migrants ont pu accéder à Mlilia. Près de 1200 boza en 2022, contre 1050 en 2021. Ce chiffre, atteint pour la première fois depuis 2014, marque le retour des tentatives de masse opérées par des centaines de migrants tous à la fois et met en évidence encore une fois de plus cette instrumentalisation à outrance de la carte migratoire dans le jeu des relations entre les deux pays.

Parmi ces tentatives, celles du mois de Mars étaient les plus massives au cours desquelles près de 900 migrants ont pu accéder à Melilla après 4 tentatives successives en une semaine (2,3,4 et 8 mars). Une grande facilité a été constatée dans l'installation des migrants dans les forêts de gourougou avant de tenter les assauts en plein jour sur la partie de la barrière située entre Bario Chino et Beni Ensar.

Pendant ces tentatives, près de 31 blessés ont été reçus aux urgences de l'hôpital Hassani et plus de 200 migrants ont été arrêtés et reconduits au centre d'enfermement d'Arekmane avant d'être éloignés par bus vers des villes intérieures, parmi eux le cas de Sidibé :

Si pendant les tentatives massives du mois mars, des centaines de migrants soudanais et subsahariens ont pu traverser la frontière, d'autres ont subi des violences graves des autorités espagnoles et n'ont pas pu regagner le Ceti. C'était le cas notamment de Sidibé ce jeune guinéen au T-shirt rouge qui apparaissait sur certains enregistrements de la tentative du 2 mars en train de subir différentes violences de la guardia et de la police espagnol lorsqu'il était sur la barrière et surtout lorsqu'il est descendu du côté de Melilla et encerclé à terre par les autorités espagnoles.

Les éléments de la guardia civile se succédaient pour lui donner des coups de matraque dans les différentes parties du corps alors qu'il était blessé et à terre avant de le reconduire souffrant de blessures graves à la frontière et le refouler vers les autorités marocaines qui l'ont immédiatement éloigné par bus sans lui procurer aucun soin. Après un mois de recherche, AMDH Nador a pu retrouver ce migrant le 2 avril et a pris son témoignage.



La situation dans les campements avant 24 juin.

Si avant le retour des relations marocco-espagnole, la situation dans les campements des migrants étaient généralement calme y compris les déplacements vers et autour des campements, ce qui a permis l'installation de centaines de migrants dans deux principaux campements, la situation va brusquement changer à partir du mi-avril lorsque les migrants ont commencé à constater plus de mobilisations militaires dans les campements.

Ainsi, au début du mois de juin et après le rassemblement de près de 1500 migrants sur les hauteurs des campements Lakhmis akdim et bekoya. Les attaques ont repris avec de grandes mobilisations des forces et l'usage de drones et d'agents sur place a été utilisé par les autorités pour contrôler les effectifs et les déplacements quotidiens des migrants.

Pendant 18 jours, les attaques étaient presque quotidiennes pour essayer de déloger les migrants qui ne comprenaient pas ce revirement brusque dans le comportement des autorités marocaines qui veut maintenant les chasser des campements.

Contrairement à la période précédente pendant laquelle les forces auxiliaires étaient les seules forces mobilisées sur le terrain pour l'attaque des campements, cette fois ci toutes les catégories ont été mobilisées, à savoir la gendarmerie, la police mobile en plus des forces auxiliaires et des agents d'autorité sous la supervision et la participation personnelle du Gouverneur de Nador et des commandants de la gendarmerie et des forces auxiliaires.

Des attaques violents pendant lesquels les migrants étaient traqués et arrêtés, les campements détruits et les biens confisqués ou brûlés y compris la nourriture stockée. Les routes et les sentiers menant aux campements étaient surveillés et plusieurs migrants ont été arrêtés sur ces routes y compris dans les différents moyens de transport (bus taxi et train).

Les plus grandes attaques et les plus violents ont été enregistrées les jours 7-15 avril, le 23 mai et les 17-18-19-20 et 23 juin au cours desquels une mobilisation surprenante des forces marocaines a été constatée pour déloger de force les centaines de migrants installés sur les forêts de Bekoya et Lakhmis akdim.

Si au début de cette période, les attaques des autorités n'ont pas connu d'affrontements violents avec les migrants qui se contentaient de quitter les campements pendant l'attaque et de revenir après, cette donne va changer à partir du 23 mai où on va assister pendant chaque attaque à des affrontements très violents entre les deux parties avec usage de pierre d'un côté et gaz lacrymogène de l'autre côté.

Ces affrontements violents ont causé des dizaines de blessés des deux côtés et plusieurs arrestations dans les rangs des demandeurs d'asile qui ont été poursuivis en justice ou refoulés vers d'autres villes marocaines. Dans la majorité des cas, les blessés des forces

publiques ont été reçus à l'hôpital de Nador, ceux dans les rangs des migrants sont restés en forets par crainte d'être arrêtés.

Il s'agit de la seule période où les demandeurs d'asile ont eu recours à des violences par l'usage de pierre contre les forces publiques en réponse à des attaques presque quotidiennes des autorités, destructions de leurs abris et nourritures et leur encerclement devenu de plus en plus sévère.

L'acharnement presque quotidien des autorités contre les migrants dans les forêts bien qu'ils soient très loin de Melilla (Lakhmis akdim, afrah, bekoya situés à presque 20 kms de la barrière de Melilla) a atteint son comble lorsque les autorités ont poussé les commerçants proches des campements à ne rien vendre aux migrants y compris la nourriture et la coupure des eaux de la borne fontaine située à Bekoya d'où s'approvisionnait une grande partie des migrants. A partir du mi-mai, des auxiliaires d'autorités passaient souvent chez ces commerçants pour les aviser de ne rien vendre aux migrants.

Cet encerclement du jamais vu et qui, met en évidence les nouvelles pratiques inhumaines dans le rôle de gendarme réactivé avec force juste après la normalisation des relations maroco-espagnoles, a poussé les centaines de demandeurs d'asile la nuit du 18 juin à se déplacer tous vers la partie sud du mont de Gourougou en invitant tous les nouveaux migrants reçus à apporter avec eux les denrées alimentaires qui commençaient à manquer. Pendant les 5 jours de leur campement dans cette zone, les migrants ont été, encore une fois, attaqués quotidiennement pour les empêcher de s'installer dans ce campement distant de Melilla de presque 6kms.

Le jour du 23 juin a été le plus dur avec une attaque violente des autorités composées de centaines de gendarmes, de policiers, des forces auxiliaires et des agents d'autorités relevant du Ministère de l'Intérieur. Après un avertissement donné aux migrants de quitter le campement dans un délai de 24h, les autorités ont opéré l'attaque vers 9h du matin, suite à laquelle des affrontements violents ont eu lieu causant plusieurs blessés des deux côtés avec un usage excessif de bombes fumigènes par les autorités pour disperser les migrants.

Les autorités qui sont parvenues à atteindre le campement et incendier tout le stock de nourriture, se sont retirées lorsque les affrontements ont cessé que vers 18h et le retrait des migrants vers une autre montagne plus proche de Melilla dans une situation très difficile (fatigués, blessés et sans nourriture).



L'incendie du campement d'Izenoudene.

Il s'agit de l'incendie qui s'est déclenchée le matin du 23 juin vers 11h après presque deux heures du début de l'attaque des autorités du campement des migrants situé au nord du douar d'Izenouden à Gourougou. Cet incendie qui n'a touché que peu d'arbres, a surtout atteint des espaces de brousses et d'arbuste.

Tous les témoignages recueillis auprès des migrants, nous ont confirmé que devant l'usage de pierres par les demandeurs d'asile dans ces affrontements, les autorités ont eu recours à un usage excessif de bombes fumigènes qui selon eux étaient l'unique cause derrière cet incendie complètement maîtrisée la soirée du samedi 25 juin.

AMDH Nador qui ne peut ni confirmer ni infirmer cet hypothèse, trouve tout de même totalement imprudent le recours, pour la première fois, à cet usage excessif de bombes fumigènes dans un milieu forestier, tout en sachant que cet usage peut déclencher des incendies graves (jamais l'usage de gaz lacrymogène n'a été utilisé contre les campements en forêt pendant toutes les années précédentes).

Pour vérifier cette hypothèse, une équipe d'AMDH Nador a revisité cette forêt le 13 juillet 2022. Les traces de l'incendie étaient encore apparentes (voir photos), mais toutes autres restes de bombes fumigènes étaient inexistantes.

Ces mêmes témoignages nous ont confirmé qu'après avoir tenté vainement d'éteindre l'incendie qui a ravagé aussi leur stock d'alimentation par le peu de moyens qu'ils avaient, les demandeurs d'asile se sont réfugiés plus haut dans le mont Gourougou où ils sont restés toute la nuit avant d'entamer leur descente vers le poste frontalier de Bario Chino le lendemain vendredi 24 juin vers 8h du matin.

Selon ces mêmes témoignages, une séance de négociation a été entamée en ces moments sur demande des autorités marocaines qui ont donné un ultimatum de quitter le campement en donnant aux migrants deux possibilités : soit se disperser et quitter Nador, soit se diriger vers la barrière. Suite à cette séance de négociation et à cette longue journée

de répression la décision de se diriger le lendemain à la barrière a été prise par la majorité des migrants.



Dernier campement des migrants « Izenouden » qui a été incendié

C'est là, deux nouveaux comportements des autorités d'une dangerosité et d'une cruauté sans précédent : attaquer des campements forestiers par des bombes fumigènes et essayer de pratiquer un blocus alimentaire contre des centaines de migrants. Deux nouvelles pratiques dans le rôle de gendarme que joue le Maroc dans le cadre de la nouvelle période de coopération maroco-espagnole.



Incendie des denrées alimentaires par les autorités après avoir découvert le lieu de stockage le 23 juin 2022.

C'est dans ces conditions sévères et inhumaines (des jours d'attaques et d'affrontement, épuisés, traqués, mal nourris, sans rien manger pendant toute la nuit à cause de la destruction du peu de nourritures qu'ils avaient pu procurer malgré le blocus des autorités imposé aux commerçants) que les migrants en nombre de 1500, munis de bâtons et de pierres, se sont dirigés vers la barrière de Melilla.

Itinéraires des migrants depuis les campements de bekouya situés à 20 km de Melilla où ils étaient attaqués quotidiennement jusqu'au campement d'Izenouden à Gourougou d'où ils ont entamé leur descente vers le poste frontalier de Bario Chino le 24/6/2022.



Profile des participants

La plupart des migrants qui ont participé à cette tentative sont originaires des zones de guerre au Soudan, au Sud Soudan, au Tchad (Darfour, kordofane, Est du Tchad...) et en Erythrée, mais aussi certains migrants subsahariens (Cameroun, Niger, guinée...). Une situation comparable à celle en Ukraine, sauf que dans ce cas, les demandeurs d'asile devraient sauter une des barrières les plus dangereuse et les plus militarisée pour pouvoir présenter leurs demandes d'asile et bénéficier d'une protection internationale.

Il s'agit dans la majorité des cas de demandeurs d'asile installés au Maroc depuis plusieurs mois et parfois des années qui ont accédé au pays à partir des territoires algériens généralement après un passage plus ou moins long par la Libye. L'itinéraire suivi depuis la Libye passe par les villes du sud algérien vers la frontière marocaine au sud de Tiouli ou parfois de Doghmaniya pour traverser la frontière et se concentrer principalement à Oujda où une grande partie parmi eux prend contact avec le point focal du HCR pour déposer une demande d'asile.

Ces itinéraires, qui s'appuient sur les témoignages des migrants, contredisent le contenu des procès-verbaux de la police et de la gendarmerie marocaine établis pour les 65 accusés et qui parlaient d'un passage obligatoire de tous les migrants par la ville algérienne de Maghnia située plus au nord.

Par petits groupes, ces demandeurs d'asile ont regagné par la suite les forêts de Nador où la majorité d'entre eux a été installée bien avant la normalisation des relations marocco-espagnoles (déplacement plus facile pendant cette période de crise d'Oujda vers Nador).

D'autres groupes sont venus par train à partir d'autres villes marocaines (Casablanca, Rabat avec présence de deux femmes seulement Hawae de nationalité soudanaise et Myriem de nationalité tchadienne...). Ils descendaient à la station de Selouane et regagnaient les forêts de Bekoya, Lakhmis Akdim qui sont plus proches après avoir écluder les postes de contrôle de la gendarmerie installés à l'entrée de cette ville et à sa gare ferroviaire.

Une grande partie de ces migrants ont déjà participé à d'autres tentatives au niveau de la barrière de Melilla, notamment celles de Mars 2022 et ont été arrêtés et refoulés vers des villes de l'intérieur marocain, alors que presque un millier de leurs collègues ont réussi de passer sans grands problèmes. Ils n'arrivaient pas à comprendre pourquoi les autorités marocaines font tout maintenant, non seulement pour qu'ils n'arrivent pas à la barrière, mais pour les chasser définitivement de leurs campements.

Le jour du 24 juin 2022.

Sur leur trajet depuis les hauteurs de Gourougou vers la frontière qui a duré presque une heure, les 1500 demandeurs d'asile n'ont rencontré aucune manœuvre des autorités marocaine pour stopper leur avancée vers la barrière ou les disperser, même en passant devant la caserne des forces auxiliaires située sur les hauteurs de Gourougou.

Comme si les autorités ont préféré les attendre une fois arrivés à la barrière de Melilla où toutes les forces ont été mobilisées très tôt le matin (en plus des forces stationnées en permanence le long de la barrière des dizaines de véhicules des forces auxiliaires, des unités mobiles de police et de la gendarmerie ont été vus prendre la route vers la frontière vers 6h du matin à partir de leurs points de concentration situés à Nador et Beni Ensar.

C'est là une question fondamentale pour comprendre ce qui va arriver par la suite : Pourquoi les autorités ont fait tout pendant les jours précédents pour disperser les migrants et les éloigner de la barrière (attaques des campements, arrestations, affrontements, usage de gaz lacrymogènes...) lorsqu'ils étaient très loin de la frontière et pourquoi pendant leur avancée finale de leur dernier campements vers la barrière (trajet de presque 6kms), les autorités, qui étaient sur le terrain, n'ont rien fait pour les disperser avant d'atteindre la barrière?

Ce changement de stratégie de la part des autorités et leur inaction pendant tout le trajet de 6 Kms ne peut être expliqué que par un désir d'intervention contre les migrants à la barrière pour bénéficier d'un avantage topographique et une fois que les migrants seraient débarrassés des pierres et des bâtons qu'ils portaient. Cette hypothèse est confirmée lorsqu'on sait que dès l'arrivée des migrants au poste frontalier, on entendait clairement

sur l'une des vidéos un responsable marocain donner l'ordre aux forces mobilisées de charger leurs armes.

Dans ce cadre, la barrière constitue la meilleure scène pour utiliser toutes les forces marocaines mobilisées déjà sur place sans les disperser sur un vaste territoire dans l'objectif de finir une fois pour toute avec cette présence des soudanais qui « dérange » les nouvelles ententes marocco-espagnoles.

La décision d'attaquer violemment les demandeurs d'asile une fois arrivés à la barrière qui étaient dépourvus de pierres et de matraques, est sans doute la cause principale derrière le bilan très lourd en morts, blessés, arrêtés et refoulés, étant donné, qu'à ce moment précis, les demandeurs d'asile n'avaient pour seul objectif que de sauter les barrières et non pas engager des affrontements avec les forces marocaines.

Laisser les demandeurs d'asile arriver jusqu'à la barrière pour opérer contre eux ces attaques très violentes avec ce bilan très lourd, qu'on pouvait sûrement éviter, n'est probablement justifié aussi que par un désir de montrer au partenaire espagnol et européen tout près de ces yeux de quoi le côté marocain est capable et jusqu'où il peut aller pour stopper les flux migratoires lorsqu'on est partenaire.

Comment peut-on admettre que les autorités ont décidé d'attaquer 1500 migrants sur ce point de la barrière tout en sachant qu'il est le passage le plus dangereux qui a déjà causé des victimes dans le passé dans le rang des femmes « Mulets » transportant les marchandises de contrebande.

Le but est de montrer jusqu'à quel point, le côté marocain peut aller d'une situation extrême à une autre :

Des tentatives de mars plus massives (plus de 2500 migrants y ont participé, sans aucun mort, quelques blessés et près de 900 booza), on a passé à des dizaines de morts et de blessés et 133 booza seulement dans le cadre d'une tentative massive mais moins importante (près de 1500 participants) dans un contexte marqué par le retour des relations.

Sans grands problèmes, les demandeurs d'asile sont arrivés au giratoire de Bario Chino et ont pris en premier lieu la droite vers la partie de la barrière longeant la route en pente vers Béni Ensar. Après que les autorités concentrées sur place ont réussi de bloquer leur avancée dans cette direction, les migrants ont viré à gauche vers le poste frontalier de Bario Chino au même moment on a observé le retrait des autorités qui étaient installées près de ce poste.

Dans notre lecture, ces manœuvres des autorités voulaient éviter à tout prix une tentative diffuse qui s'opérait le long de la partie de la barrière la moins renforcée située entre Bario Chino et Beni Ensar (la barrière à lames tranchantes n'est pas encore installée), comme ça été le cas lors des tentatives encadrées du mois mars 2022. Cette zone mieux connue et déjà

expérimentée par plusieurs migrants qui ont échoué pendant les tentatives du mois de Mars auraient permis le passage d'un nombre plus important de migrants.

Vers 9h, les migrants sont arrivés au poste frontalier de Bario Chino et ont essayé d'ouvrir le portail principal et d'escalader par la suite les barrières sans aucune scène de panique et sans enregistrer aucune bousculade. Quelques minutes après, les forces marocaines qui ont pris position plus loin sur la voie de contournement qui longe la barrière, ont commencé à attaquer les migrants par jet de pierre et bombes fumigènes. C'est à ce moment-là que les premières victimes dans les rangs des demandeurs d'asile sont tombées à terre peut être par suffocation ou par jet de pierre, bien avant l'intervention en corps à corps des autorités.

Ce qui a été louche aussi c'est ce stationnement de voitures des forces auxiliaires laissées collées à la clôture de Bario Chino quand les migrants sont arrivés et qui ont été utilisées par les migrants pour atteindre le haut des barrières. Pourquoi ces voitures ont été laissées à ce niveau, alors qu'on voyait tous les autres véhicules s'éloignaient de la clôture. S'agit-il d'une simple imprudence ou d'une autre manière d'orienter la tentative des migrants vers la place du poste frontalier Bario Chino.

Il est clair qu'à partir de ce moment, l'objectif de ces violences des autorités contre des migrants (débarassés des bâtons et des pierres qu'ils portaient avant), n'étaient pas une réponse aux violences des migrants armés, mais surtout pour les empêcher à tout prix d'atteindre la ville occupée de Melilla. Pour atteindre ce but, les forces marocaines qui recevaient encore des renforts accentuaient leur usage de gaz lacrymogène.

Le désir d'arriver rapidement vers Melilla et fuir la répression des autorités marocaines par leur intervention musclée et directe au poste frontalier de bario chino a créé des bousculades graves au niveau de deux points rapprochés de la barrière. Ces bousculades de peur, de panique et de manque de vision aggravées par des chutes du haut des barrières (causées par les migrants eux même ou par les violences des autorités en utilisant des matraques ou des pierres), ont été derrière le deuxième bilan des victimes en morts et blessés après presque une heure de bombardement de centaines de migrants dans un endroit encerclé par du gaz lacrymogène.

Par cet usage excessif de gaz contre des centaines de migrants regroupés sur un espace encerclé y compris ceux qui étaient au haut de la barrière, les autorités marocaines ont essayé d'empêcher l'arrivée des demandeurs d'asile à Melilla, avant de donner l'assaut contre les demandeurs d'asile vers 10h30mns après avoir diligentés plus de forces auxiliaires, de militaires et de gendarmes.

Il est important de signaler qu'à ce stade des violences des autorités qui a causé deux vagues de blessés et peut être des morts, aucune ambulance n'a été mobilisée pour secourir et

transporter les blessés vers l'hôpital. Les autorités étaient concentrées totalement sur la répression des migrants pour stopper à tout prix leur avancée vers Melilla.

C'est à partir de cet heure et après arrêt des jets de bombes fumigènes que va débiter la phase la plus choquante pendant laquelle on a constaté les comportements les plus cruels, inhumains et dégradant avec l'intervention musclée de centaines d'agents marocains directement auprès des migrants : violences plus généralisée (matraques, coups de pieds et jets de pierres) sur les différentes parties du corps contre des demandeurs d'asile qui étaient à terre, à bout de souffle, blessés, évanouis et épuisés.

Une partie de l'appareil répressif a été orientée vers les migrants qui escaladaient toujours les barrières. Par jet de pierre ou matraques au dos et aux pieds, des dizaines de migrants ont chuté avant d'être arrêtés et trainés sous les coups de matraques vers une zone de concentration délimitée par les autorités.

Comme un goulot d'étranglement d'à peine 200 m² de surface, Les migrants blessés y étaient entassés à terre l'un sur l'autre. Certains ne donnaient plus signe de vie continuaient à recevoir des coups de matraque et de pieds de la part des forces publiques marocaines. Malgré l'étroitesse de ce lieu, les éléments de la police et des forces auxiliaires continuaient de ramener les migrants arrêtés avant et après la barrière en les poussant violemment au-dessus des migrants à terre malgré leurs blessures, fractures et leur difficultés à respirer après une heure de gaz lacrymogènes.

A l'heure où les migrants gravement blessés, empilés les uns sur les autres, demandaient de l'aide et poussaient des gémissements de douleur et d'agonie, les forces publiques continuaient de trainer avec violence les migrants arrêtés avant de les entasser sur leurs compatriotes sans tenir compte de leur état de santé. Pour menotter les migrants et les mettre à terre sur leur ventre, certains migrants ont été piétinés tout en continuant à recevoir les coups injustifiés des forces publiques.



Graves blessures aux yeux

Sur l'une des vidéos filmée à 12h55mns et publiées par AMDH Nador on voit nettement des dizaines de corps de migrants morts, mourant ou gravement blessés jonchant le sol de l'entrée du poste frontalier Bario Chino du cote marocain jusqu'au côté espagnole.

Dans un autre vidéo filmé à 14h03mns, on peut observer le lynchage des migrants avec des scènes de violence très brutal contre des migrants gravement blessés qui saignaient de leur tête pendant des heures sans leur procurer aucun soin par les ambulanciers qui étaient sur place.

C'est au cours de ces traitements les plus cruels et en se basant sur les témoignages concordant des survivants refoulés, qu'AMDH Nador a pu identifier les premiers victimes morts sur le champ. Il s'agit de : Kussay Ismail Abdelkader, Mohannad Maamoun Aissa, Abderrahim Abdellatif Ali (Hanine) et Abdelaaziz Yaakoub (Anwar).

Les autorités qui pouvaient élargir cet espace de concentration des migrants et les traiter convenablement en les mettant l'un à côté de l'autre et dépêcher les ambulances et les équipes de secours, ont préféré agir inhumainement en entassant les morts et les blessés l'un sur l'autre pendant des heures mettant en danger la vie des survivants dans une scène apocalyptique qui montre le mépris total et le degré de vengeance vis-à-vis des migrants.

Les 20 enregistrements vidéo dont dispose AMDH Nador, dont seulement une partie a été publiée, prouvent ces traitements cruels, inhumains et dégradants des autorités marocaines contre des êtres humains blessés en détresse ou morts qui étaient empilés à terre sans aucun secours sur place, mais toujours encerclés par des dizaines d'agents publics. Sur certains vidéos dont dispose AMDH nador, on peut distinguer clairement plusieurs corps de migrants jonchant le sol sans aucun signe de vie complètement inertes, alors que les agents marocains (forces auxiliaire, police et gendarmes) continuaient de ramener les demandeurs d'asile de l'intérieur de la barrière en les poussant avec violence l'un sur l'autre.

Certains de ces passages vidéo montrent sans aucun doute que l'usage de gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc a été utilisé aussi par la police et la guardia civile espagnole contre les demandeurs d'asile, lorsqu'ils étaient encore du côté marocain coincés à l'entrée du passage de Barrio chino. L'usage des bombes en caoutchouc a été utilisé d'une distance très proche contre des migrants qui étaient à terre ou au-dessus de la construction de la police, ce qui a causé des blessures graves au niveau des têtes et des yeux.

Cette intervention répressive du côté espagnol a sans doute été derrière l'augmentation du nombre de victimes tombés par suffocation et montre clairement le niveau de coordination locale entre les deux pays : le gaz lacrymogène marocain s'est mélangé avec celui des espagnol tirés dans deux sens opposés pour nuire au maximum et faire tomber plus de victimes.

Les autorités espagnoles ont eu recours aussi à une arme redoutable qui était derrière l'évanouissement et la perte de vision chez plusieurs migrants, ce qui a causé leur piétinement et leur mort par la suite. Il s'agit de deux types de spray pulvérisant des gaz jaune et blanc utilisés à des quantités très importantes.

Ces comportements cruels, inhumains et dégradant se sont poursuivis plus de 2h sans discontinuité devant les yeux des responsables marocains qui ne sont pas intervenus auprès de leurs agents sur le terrain pour stopper leurs violences. Trainer les victimes blessés par leurs membres postérieurs et les empiler par dizaines l'un sur l'autre au-dessus desquelles on poussait violemment d'autres migrants était d'une grande cruauté.

Même lorsque, les 4 ambulances (qui étaient au début sur place) commençaient à être mobilisées vers 11h 30 et au lieu de commencer par les migrants gravement blessés, les autorités ont préféré dégager les cadavres qui sont arrivés les premiers à l'hôpital hassani. Par la suite, la mobilisation de plus d'ambulances a permis de transporter une grande partie des blessés, mais avec un grand retard.

Le dernier trajet des ambulances a été enregistré vers 21h. Pendant toute cette longue période de presque 9h, aucun secours n'a été procuré aux blessés ni par les marocains ni par les espagnoles qui, à quelques mètres seulement avaient plusieurs ambulances sur place.

Cette non-assistance de personnes en danger montre le vrai visage des politiques migratoires espagnoles et de la coopération maroco-espagnole centrées exclusivement sur le contrôle sécuritaire au lieu de sauver des vies.

Les bus de refoulement qui étaient présents en nombre de 9 sur le site ont été mobilisés plus rapidement que les ambulances et les moyens de secours (9 bus de refoulement en premier lieu contre 4 ambulances seulement au début), ce qui met en évidence que le souci principal des autorités, qui ne s'attendaient peut être pas à ce bilan très lourd en morts et blessés, était d'arrêter et de refouler le maximum de demandeurs d'asile et les éloigner le plus rapidement possible de Nador.

A partir de 16h, près de 500 demandeurs d'asile parmi eux beaucoup de blessés ont été embarqués dans des bus et refoulés vers différentes régions du Maroc (Beni Mellal, kelaa Sraghna, chichaoua, Safi, Khouribga... en empruntant l'itinéraire Nador- Taourirt- Meknes- Beni Mellal- Marrakech- Chichaoua long de 890 Kms, soit 12H de route, au cours desquelles aucune nourriture n'a été distribuée aux refoulés et au bout desquelles, les demandeurs d'asile blessés et épuisés ont été « largués » dans ces zones sans aucune aide ni alimentaire ni médicale à l'exception d'une bouteille d'eau.

Par la suite, les autorités ont fait appel à presque tous les bus stationnés à la gare routière de Nador et les refoulements se sont poursuivis la nuit à bord de 28 bus dont 3 bus ont refoulé des migrants qui étaient transportés auparavant à l'hôpital de Nador. Il s'agit de migrants blessés reçus aux urgences de Nador qui était au-delà de ses capacités. Les autorités qui étaient sur place, parfois sans avis médical, ont décidé de les sortir de l'hôpital et de les refouler vers la frontière algérienne.

En total, le nombre de migrants refoulés vers ces différentes destinations est estimé à 1000 y compris deux femmes et des cas de blessés de différents niveaux.

Plusieurs cas ont pu être transportés par leurs collègues ou à l'aide de citoyens marocains vers les hôpitaux de Marrakech, Agadir, Beni Mellal, Safi, Casablanca et Rabat pour recevoir des soins.

Grace aux témoignages des migrants appuyés par des photos du défunt, AMDH Nador a pu documenter la mort d'au moins un migrant dans ces bus de refoulement. Il s'agit du jeune soudanais originaire de Darfour centre Zalinji nommé Abdenacer Mohamed Ahmed mort la nuit du 24-25 directement après son embarquement blessé dans un bus de refoulement.

Si les deux autorités avaient pour but de sauver des vies, elles auraient pu ouvrir les passages et lever l'encerclement des migrants de tous les cotés quand ceux-ci étaient entassés dans l'espace exigü au poste frontalier. Le contraire a été fait en maintenant l'encerclement et en renforçant le bombardement des migrants par balles en caoutchouc et par gaz lacrymogènes. C'est là une décision des plus grave et peut être préméditée d'infliger toutes ses dommages à des migrants totalement encerclés, qui ne constituaient plus de danger vis-à-vis des forces marocaines et espagnoles et qui pouvaient être encadrés et appréhendés sans ce bilan lourd en morts et disparus.

La stratégie commune des marocains et des espagnoles une fois les migrants arrivés à l'intérieur de Bario Chino est de ne mobiliser du côté espagnol que le minimum d'éléments de la guardia civile espagnol (presque 60 éléments, alors qu'ils savaient l'importance de cette tentative de 1500 migrants. A titre de comparaison, lors des tentatives du mois Mars, la mobilisation de la guardia civile a été maximale. On a même parlé dans la presse espagnole d'une mobilisation des forces armées) pour donner une impression aux migrants qu'ils pouvaient réussir facilement leur dernière traversée vers Mlilia et de mobiliser un maximum des forces marocaines muni militari pour les piéger dans la zone la plus exigü du passage frontalier et commencer les jets massifs de bombes lacrymogènes et en caoutchouc des deux côtés de la frontière.

Pour comprendre pourquoi les migrants soudanais, sud soudanais et tchadiens ont été traités de ces manières cruelles et inhumaines, il faut savoir que depuis des années, les autorités marocaines ont fait tout pour encadrer et contrôler les mouvements des migrants au Maroc pour mieux les utiliser et mieux les orienter au moment voulu pour servir ses intérêts. C'est dans ce cadre que la délivrance des autorisations aux associations et des collectifs de migrants subsahariens au Maroc ont été activées. Une manière d'avoir des interlocuteurs connus pour des orientations rapides. Cette politique a été très efficace lorsque la migration par mer des subsahariens a été redirigée du nord du Maroc vers le sud.

Quand le Maroc a cru que tout allait bien tout est sous contrôle, la donne des soudanais est apparue. Il s'agit de migrants difficilement contrôlables non intéressés par une telle organisation au sein d'associations servant les intérêts des politiques migratoires marocaines et qui n'ont qu'un seul but : une traversée terrestre vers Mlilia ou Sebta.

Deux tentatives massives et deux traitements différents.

Pour mesurer le degré d'opportunité dans les politiques migratoires marocaines et espagnoles et leur exploitation des souffrances des demandeurs d'asile pour des raisons politiques, économiques et financières, une comparaison s'impose entre les tentatives du début mars dans un contexte de gel des relations maroco-espagnoles et la tentative du 24 juin opérée en plein normalisation des relations entre les deux pays.

En une semaine seulement les 2-3 et 8 mars, trois importantes assauts à la barrière de Melilla ont été enregistrées, au cours desquelles près de 2500 migrants ont participé (et c'était la première fois qu'on enregistre des tentatives successives). Au cours de ces 3 assauts opérés dans un contexte de gel des relations, Près de 900 migrants ont réussi d'atteindre Melilla, quelques blessés seulement, mais aucun mort n'a été enregistré. Les centaines de migrants arrêtés ont été ramenés au centre d'enfermement d'Arekmane avant de les éloigner par des bus vers l'intérieur du Maroc et non pas vers la frontière algérienne.

Avec la tentative du 24 juin qui était moins importante (1500 participants), on a passé au bilan le plus lourd de toute l'histoire de la migration à travers les barrières avec des dizaines de morts, de disparus et de blessés et 133 boozas seulement dans un contexte marqué par la normalisation des relations maroco-espagnoles.

Il s'agit de la même route migratoire, des mêmes acteurs et des mêmes demandeurs d'asile sujets à deux comportements extrêmes pendant une courte période, ce qui met en exergue d'une manière claire, l'exploitation de cette « masse » de demandeurs d'asile dans le jeu politique entre le Maroc et l'Espagne. Le seul élément nouveau est le retour des relations entre les deux pays à partir du 14 mars et les rencontres qui en découlaient entre les deux ministres de l'intérieur marocain et espagnol.

Par ce comportement extrême, les autorités marocaines voulaient montrer au partenaire espagnol et européen qu'elles n'ont pas de limites ou de seuils à ne pas dépasser pour satisfaire leurs politiques migratoires communes lorsque les exigences marocaines sont satisfaites.

Mettre la jeunesse migrante africaine, comme monnaie de change dans des jeux politiques, économiques et financiers qui ont coûté la vie à plusieurs demandeurs d'asile, traduit le vrai contenu des politiques migratoires criminelles reconduites depuis des années sur cette voie de migration chèrement entretenue et développée par les deux pays pour pérenniser leur exploitation de ce dossier faisant fi aux souffrances des demandeurs d'asile.

Tentative d'enterrement illégale.

Dès le lendemain de la tragédie du 24 juin et après avoir constaté l'ampleur de la tragédie, AMDH Nador avait alertée contre une tentative préméditée des autorités de les enterrer rapidement sans identification et sans autopsie.

Le 26 juin 2022 à 12h15, en déplacement au cimetière de Sidi Salem à Nador, AMDH Nador a constaté une présence inhabituelle d'agents d'autorités (Pacha de Nador, Caid du 4^{ème} arrondissement et plusieurs auxiliaires d'autorité) en train de superviser le creusement de 21 tombes dans la partie du cimetière réservée aux migrants par des ouvriers. Le nombre de 21 tombes a été confirmé par l'un des responsables du cimetière qui a déclaré à AMDH Nador avoir reçu l'ordre de préparer 21 tombes pour les migrants.

La publication de photos de cette opération de creusement de tombes sur la page d'AMDH Nador et la mobilisation qui s'est en suit pour dénoncer tout enterrement clandestin avec le déplacement de plusieurs journalistes internationaux et nationaux sur place, a sans doute poussé les autorités à abandonner cet enterrement après avoir finaliser le creusement de 16 tombes seulement.

Il ne peut pas s'agir d'une opération routinière de creusement et de préparation des tombes qui ne nécessite pas une supervision personnelle du Pacha de Nador. Même après l'annulation de cet enterrement à la hâte, les autorités ont monté la garde au cimetière pour interdire toute présence de journalistes. Comme ça été le cas pour le correspondant d'El Pais au Maroc interdit par le Pacha de Nador d'accéder au cimetière le 26 juin et reconduit au commissariat de Nador et deux journalistes d'EL Faro de Melilla bloqués par deux auxiliaires d'autorités le 27 juin qui se sont présentés comme des policiers pour demander aux journalistes leurs pièces d'identité.



Les investigations menées par AMDH Nador pendant toute l'année qui a suivi le massacre mettent en évidence la volonté des autorités du Ministère de l'Intérieur (province de Nador) d'enterrer les migrants d'une manière clandestine et illégale : les ordres orales de préparer

les 21 tombes donnés au responsable municipal du cimetière venaient directement du Gouverneur de Nador et du Pacha de Nador et non pas du Procureur général qui est juridiquement la seule administration compétente pour ordonner de tels enterrements.

Dans tous les centaines de cas de migrants enterrés au cimetière de Sidi Salem durant les années précédentes, l'ordre d'enterrer était toujours notifié par lettre du Procureur adressée aux services municipaux.

Cette réalité d'agir hors la loi est corroborée par une autre réalité plus grave qui a montré que pendant ce jour du 25 juin, le parquet n'a pas été informé de tous ces décès et de l'existence de plusieurs cadavres à la morgue de Nador. Selon les informations collectées par AMDH Nador, l'information du parquet de l'existence de tous ces cadavres n'a été faite par la police judiciaire qu'après 6 jours du massacre c'est-à-dire le 30 juin et seulement après que les services du parquet ont pris l'initiative de demander des explications sur les informations qui circulent concernant l'existence de plusieurs morts y compris les dépêches de l'agence de presse officielle MAP.

Pourquoi les services du Parquet n'ont pas été les premiers à être informés comme c'est le cas de tous les décès et pourquoi les services du Ministère de l'intérieur ont accaparé ce dossier pendant la semaine qui a suivi le massacre. Cet accaparement continue jusqu'à présent. Tous les acteurs administratifs liés à ce massacre (santé, protection civile, croissant rouge, responsables de la morgue et du cimetière...) nous ont confirmé recevoir des instructions verbales du Gouverneur de Nador de ne rien communiquer sur ce sujet lors de réunions tenues spécialement sur ce sujet.

C'est là un exemple de gestion occulte ou du moins non habituelle qui montre que le premier souci des autorités était et demeure un désir de ne jamais établir toutes les vérités sur ce qui s'est passé réellement.

A noter aussi, qu'après avoir démasqué cette tentative d'enterrement clandestine et illégale, le cimetière de Sidi Salem a été soumise à un contrôle stricte des autorités qui ont interdit plusieurs journalistes d'y accéder, comme ça été le cas du correspondant d'El Pais au Maroc arrêté et reconduit au commissariat de Nador et deux journalistes d'El Faro de Melilla.

Les cadavres à la Morgue.

Le samedi 25 juin vers 12h05, AMDH Nador a effectué une visite surprise à la morgue de Nador située à l'hôpital Hassani. Les deux portes qui étaient ouvertes pour aérer le milieu où régnait les odeurs de la mort, nous ont permis de constater l'ampleur du drame avec presque 15 cadavres de migrants jetés à terre portant des blessures apparents à la tête au visage, à la poitrine et aux pieds gisant dans du sang fraîchement coagulé. Les trois paillasses qui ramenaient les cadavres des ambulances étaient encore tapissés de taches de sang des migrants.

Il ne s'agit que des cadavres qui étaient jetés à terre dans une scène cruelle et inhumaine qui frappe la dignité humaine sans parler des cadavres qui étaient peut-être déjà mis à l'intérieur des frigos par les deux agents de la morgues qui étaient en train de ranger les cadavres dans ces frigos. Dès que notre présence a été remarquée les deux portes de la morgue ont été fermées avant de nous demander de quitter les lieux.

Après avoir publié cette information, le contrôle policier de la morgue a été renforcé et aucune visite ne pouvait être effectuée avec un silence total des responsables. Cette interdiction s'est poursuivie même lorsqu'AMDH Nador, munis des photos de certains migrants portés disparus, a voulu s'assurer s'ils sont parmi les morts à la morgue.

Depuis cette date le 25 juin et jusqu'à présent, aucune des associations ou même les familles des migrants et les représentants de l'ambassade du Soudan au Maroc n'ont pu accéder à l'intérieur de la morgue et voir les dépouilles. Ceci est aussi vrai pour les familles venues de loin (Angleterre, Sultanat d'Oman...) pour identifier leurs enfants parmi les morts.

Malgré les instructions écrites du Procureur général de permettre aux familles de visualiser les cadavres à la morgue, la directrice de l'hôpital Hassani et la police judiciaire de Nador ont refusé d'appliquer ses instructions. Devant ce refus illégal et injustifié, la directrice de l'hôpital nous a déclaré que des instructions directes du Gouverneur de Nador sont derrière cette interdiction.

La question sur le nombre réel des morts et le sort réservé aux cadavres demeure d'actualité surtout lorsqu'on sait que, selon le responsable du service des décès à l'hôpital hassani de Nador, les morts suite à ce massacre n'ont pas été enregistrés sur le registre des morts que tient l'administration de l'hôpital pour tous les décès.


Selon son témoignage, seuls les morts du 24 juin sortent de cette règle appliquée à tous les décès. Selon lui les morts ont été transportés directement du poste frontalier Bario Chino vers la morgue ou directement des urgences de l'hôpital hassani vers la morgue sous des instructions directes de la directrice de l'hôpital et des éléments de la police judiciaire sans enregistrement sur les registres des morts.

Le sentiment de suspicion concernant le nombre exacte des décès demeure très présent étant donné que lors de notre dernière visite effectuée le 29 mai 2023 à l'hôpital de Nador, le responsable de la morgue, qui a refusé de nous dire le nombre exacte des morts, nous a confirmé que la morgue est saturée depuis des mois et qu'il a été obligé de mettre 2 cadavres dans chaque frigo.

L'énigme du nombre de morts et des lieux d'enterrement.

Si dès le 24 juin à 21h, l'AMDH Nador avait souligné sur la base de sources hospitalières fiables que 27 dépouilles de migrants ont été ramenées à la morgue de l'hôpital Hassani, les sources officielles marocaines parlaient de 5 morts, puis de 18 morts avant de se rétracter et fixer le nombre de décès officiel à 23.

Sur la base de son travail d'investigation qui a permis d'avoir certaines photos de cadavres et après un travail de comparaison mené auprès des familles des migrants disparus et des survivants, l'AMDH Nador a pu identifier au 10 avril 2023 une liste provisoire des migrants décédés le 24 juin :

N°	Photo	Noms	nationalité	Observations
01		Qussai Ismail Abdelkader	Soudanaise	Plusieurs témoignages de survivants nous ont confirmé sa mort au poste frontalier de bario chino. Cependant son cadavre n'était pas parmi les 23 photos présentées par la police judiciaire de Nador aux familles venues identifier leurs proches

02		<p>Mohannad Maamoun Aissa</p>	Soudanaise	<p>Plusieurs témoignages de survivants notamment celui de son frère nous ont confirmé sa mort au poste frontalier de bario chino du côté espagnol. Son cadavre a été récupéré par les militaires marocains lorsqu'ils ont traversé la frontière. Cependant son cadavre n'était pas parmi les 23 photos présentées par la police judiciaire de Nador aux familles venues identifier leurs proches</p>
03		<p>Abderrahim Abdellatif Ali Ibrahim Surnommé Hanine</p>	Soudanaise	<p>Plusieurs témoignages de survivants nous ont confirmé sa mort au poste frontalier de bario chino. Selon eux, il saignait à cause d'une grave blessure au niveau de la poitrine. Cependant son cadavre n'était pas parmi les 23 photos présentées par la police judiciaire de Nador aux familles venues identifier leurs proches</p>
04		<p>Abdenasser Mohamed Ahmed</p>	Soudanaise	<p>Mort après son embarcation dans le bus de refoulement alors qu'il souffrait de grand malaise selon les témoignages des survivants qui étaient avec lui dans le bus. Ces derniers ont demandé vainement et à plusieurs reprises aux membres de la police présents dans le bus de le transporter vers l'hôpital. Demande restée sans réponse jusqu'à son décès. A ce moment sa dépouille a été descendue du bus. La mort d'Abdenasser nous a été confirmée aussi par le chauffeur et le propriétaire du bus de refoulement.</p>




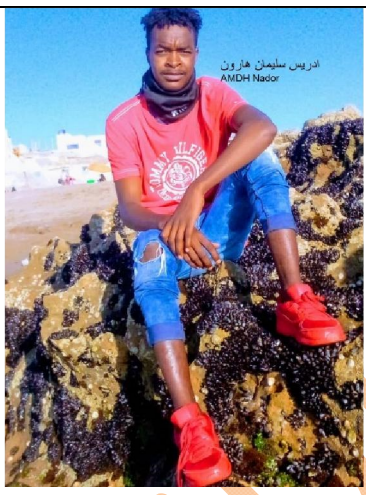
				Bizarrement sa photo n'a pas été parmi les 23 montrées aux familles qui se sont déplacées à Nador.
05		Adam Khamiss Ahmed	Soudanaise	A été formellement reconnu par la famille d'Abdellah Omar le 30 aout 2022 lorsqu'elle a visualisé les 23 photos au siège de la police judiciaire de Nador. même constat fait par les familles d'Ahmed Babakr et Adam Bikhit le 15 mars 2023. Cadavre n° chez la police judiciaire.
06		Adam Bikhit Ali	Soudanaise	Identifié par son cousin Mohamed le mercredi 15 mars parmi les 23 photos de dépouilles visualisées au siège de la police judiciaire de Nador. Identifié aussi par son frère Mostafa le lundi 20 mars 2023 lorsqu'il a vu les mêmes photos (photo du cadavre n°20). Accompagné par l'AMDH Nador auprès de la cours d'appel de Nador pour faire le test ADN. Effectué le même jour au siège de la PJ sur la base de prélèvements buccaux, les résultats de ce test apparus 11 jours après étaient positifs. Adam a été enterré le 31 mars 2023 au cimetière de sidi salem à Nador. C'est le seul cas identifié et enterré jusqu'à présent (juin 2023).
07		Salem Abderrahmane	Soudanaise	A été formellement reconnu par la famille d'Abdellah Omar le 30 aout 2022 lorsqu'elle a visualisé les 23 photos au siège de la police judiciaire de Nador. même constat fait par les familles d'Ahmed Babakr et Adam Bikhit le 15 mars 2023. Cadavre n° chez la police judiciaire.

				Photo du cadavre n°19 sur les documents de la PJ.
08		<p>Abdelbassit Mounir Khamiss</p>	<p>Soudanaise</p>	<p>Selon les témoignages des survivants, il portait une blessure grave au niveau de son appareil génital et de sa tête et il saignait pendant des heures à l'intérieur du poste frontalier Bario Chino.</p> <p>A été formellement reconnu par la famille d'Adam Bikhit (Mohamed et Mostafa) le 15 mars 2023 lorsqu'ils ont visualisé les photos au siège de la police judiciaire PJ.</p> <p>Photo du cadavre n°16 sur les documents de la PJ.</p>
09		<p>Idriss Soulaïmane Haroun</p>	<p>Soudanaise</p>	<p>Selon les témoignages des survivants, il portait une blessure grave au niveau de son appareil génital et il saignait pendant des heures à l'intérieur du poste frontalier Bario Chino.</p> <p>A été formellement reconnu par la famille d'Adam Bikhit (Mohamed et Mostafa) le 15 mars 2023 lorsqu'ils ont visualisé les photos au siège de la police judiciaire PJ.</p> <p>Photo du cadavre n°14 sur les documents de la PJ.</p>

10		<p>Abdelaaziz Yaakoub Daoud Surnommé Anwar</p>	Soudanaise	<p>Plusieurs témoignages des survivants nous ont confirmé qu'il est tombé blessé à terre du côté espagnol de la barrière. Il a été récupéré par la suite par la police marocaine et jeté sans soins sur la parcelle où les migrants ont été entassés jusqu'à sa mort. Son décès a été confirmé sur une séquence vidéo publiée par l'AMDH Nador où on voit clairement un militaire marocain s'assurer de sa mort. Bizarrement, son cadavre n'était pas parmi les 23 photos présentées par la police judiciaire de Nador aux familles venues identifier leurs proches.</p>
----	---	--	------------	--

Les investigations menées par AMDH Nador et l'accompagnement des familles venues chercher leurs enfants à Nador contredisent la version officielle des autorités marocaines qui parlent de 23 morts seulement dans les rangs des migrants :

- A la sortie de la séance de visualisation des 23 photos au siège de la police judiciaire de Nador le 30 août 2022, La famille d'Abdellah Omar nous a confirmé avoir vu 23 photos numérotées successivement de 1 à 23.
- Par contre la famille d'Ahmed Babkar et le cousin d'Adam Bikhit qui ont fait les visualisations des photos le 15 mars 2023 nous ont confirmé avoir vu sur un ordinateur de la Police Judiciaire (PJ) 23 photos numérotées de 1 à 22, puis on a passé directement à la photo n 25. Il y avait un saut de deux photos n 23 et 24 qu'on n'a pas montré à ces deux familles.
- Le frère d'Adam Bikhit qui a visualisé les photos sur le PC de la PJ nous a confirmé avoir vu 25 photos numérotées successivement de 1 à 25.
- Plus graves que ça, sur les 23 et 25 photos montrées à tous ces témoins ne figuraient pas les photos de migrants dans la mort a été confirmé solennellement dans les vidéos du massacre publiés par AMDH Nador, celui du migrant mort dans le bus de refoulement et ceux que les témoignages confirmaient leur décès au poste frontalier de Bario Chino.

Ces cas confirmés de décès sont les suivants :

- **Abdelaaziz Yaakoub Daoud Surnommé Anwar.** Son décès a été confirmé sur une séquence vidéo publiée par l'AMDH Nador où on voit et on entend clairement un militaire marocain s'assurer

de sa mort. Bizarrement, son cadavre n'était pas parmi les 23 photos présentées par la police judiciaire de Nador aux familles venues identifier leurs proches.

- **Abdenasser Mohamed Ahmed** Mort après son embarcation dans le bus de refoulement alors qu'il souffrait de grand malaise selon les témoignages des survivants qui étaient avec lui dans le bus. La mort d'Abdenasser nous a été confirmée aussi par le chauffeur et le propriétaire du bus de refoulement. Bizarrement sa photo n'a pas été parmi les 23 montrées aux familles qui se sont déplacées à Nador.
- **Abderrahim Abdellatif Ali Ibrahim Surnommé Hanine** Plusieurs témoignages de survivants nous ont confirmé sa mort au poste frontalier de bario chino. Selon eux, il saignait à cause d'une grave blessure au niveau de la poitrine. Cependant son cadavre n'était pas parmi les 23 photos présentées par la police judiciaire de Nador aux familles venues identifier leurs proches
- **Mohannad Maamoun Aissa.** Tous les témoignages de survivants notamment celui de son frère nous ont confirmé sa mort au poste frontalier de bario chino du côté espagnol. Son cadavre a été récupéré par les militaires marocains lorsqu'ils ont traversé la frontière. Cependant son cadavre n'était pas parmi les 23 photos présentées par la police judiciaire de Nador aux familles venues identifier leurs proches
- **Qussai Ismail Abdelkader** Plusieurs témoignages de survivants nous ont confirmé sa mort au poste frontalier de bario chino. Cependant son cadavre n'était pas parmi les 23 photos présentées par la police judiciaire de Nador aux familles venues identifier leurs proches

Où sont les dépouilles de ces 5 cas de décès confirmés et pourquoi leurs photos ne figurent pas parmi les 23 morts que les autorités reconnaissent ?



ABBENASSER MED AHMED
MORT DANS LE BUS

ABDELAAZIZ YAAKOUB
DAOUD APPARU SUR LA
VIDEO MORT ET
CONFIRME PAR LE
MILITAIRE QUI A MESURE
SON POX



En même temps, AMDH nador et oujda ont pu documenter des enterrements rapides de plusieurs migrants trouvés morts selon les autorités à la frontière algéro marocaine. En effet à partir de décembre 2022, des cadavres successifs ont été retrouvés sur cette zone non loin de la caserne où les migrants arrêtés à Nador sont habituellement éloignés avant leur refoulement nocturne vers l'Algérie. Ces migrants en nombre de 15 ont été enterrés rapidement et anonymement au cimetière de Jerada. Malgré les contacts d'AMDH Oujda pour récupérer une copie des autopsies, les autorités ont refusé de nous faire part de ces résultats.



15 tombes de migrants non identifiés enterrés au cimetière de Jerada.

La grande question des disparus.

Le dossier des disparus demeure sans doute la grande question de la boîte noire de ce massacre que ni les autorités marocaines ni les autorités espagnoles ni l'ambassade du Soudan au Maroc n'en veulent parler ou prendre des initiatives sérieuses pour savoir le sort des disparus et aider les familles qui cherchent toujours leurs enfants.

Dès les premiers jours du massacre, AMDH s'est intéressée à cette question fondamentale en invitant les familles des migrants et les survivants du massacre à signaler les cas de disparition en limitant cette recherche aux migrants qui étaient présents au Dakcha du 24 juin, c'est à dire ceux qui se trouvaient au dernier campement des migrants le 23 juin à Izanoudène et qui ont participé à la tentative du 24 juin au poste frontalier de Barrio Chino. Il s'agit d'un point de précision très importante pour limiter la recherche aux disparus du 24 juin seulement, sachant qu'il y avait des cas de disparition avant la Dakcha et puis après celle-ci. Sur ce point on s'est basé essentiellement sur les témoignages des survivants du massacre (ceux qui étaient refoulés vers l'intérieur du Maroc et ceux qui ont pu traverser la frontière et qui étaient au CETI de Melilla), ainsi que des familles des migrants au Soudan, Tchad, Arabie Saoudite, Libye et Sultanat d'Oman ou résidant en Europe principalement en Angleterre et en France.

C'est ainsi qu'on a commencé à recevoir les premiers avis et témoignages qu'on a immédiatement publiés sur notre page facebook avec nom et photo du disparu. Cette publication a permis de recevoir d'importantes informations sur les cas de disparition

(croiser les informations, vérifier les contenus des témoignages, savoir les circonstances détaillées de ces disparitions, cerner peu à peu la liste la plus exacte des disparus...).

Deux pistes de recherche des disparus ont été largement exploitées :

- Auprès de la grande communauté migrante qui a été éloignée le jour du 24 juin et qui atteint presque 1000 migrants tous refoulés vers des villes lointaines ou vers la frontière algérienne dans des conditions très difficiles (fatigués, violentés, souvent blessés et dépourvus de téléphones et d'argent...). Il a fallu des semaines et parfois des mois qu'un migrant déclaré disparus puisse donner signe de vie et nous contacter pour le soustraire de la liste des disparus.
- Auprès des migrants emprisonnés dans différentes prisons, principalement celles de Selouane à Nador, de Berkane, d'Oujda et Zaio. Etant donné que l'AMDH est interdite depuis des années de visiter les prisons marocaines, notre méthode de travail consistait à prendre contact avec des prisonniers relâchés après expiration de leurs peines pour leur présenter les photos et les noms des disparus en espérant qu'ils reconnaissent quelqu'un. Cette procédure a été complétée par le partage de la liste nominative des prisonniers soudanais qu'on a pu se procurer et qui comprend le nom de la mère du prisonnier, seul critère parfois de faire la différence entre deux noms.
- Auprès des blessés reçus aux hôpitaux de Nador, Oujda et Berkane qui, après avoir reçus des soins ont été libérés.

Effectivement, cette méthodologie a été d'une grande utilité puisqu'elle a permis de retrouver jusqu'au juin 2023 presque 25 migrants qui étaient, soit refoulés dans des zones lointaines, blessés ou emprisonnés. A noter aussi que l'administration pénitentier a privé les prisonniers du Dabcha de leur droit d'appeler leurs familles. Ce droit a été aussi violé lors des phases d'enquête par la police judiciaire qui s'est contenté dans certains cas seulement d'informer, non seulement les familles, mais uniquement l'ambassade du Soudan.

Ce non-respect de l'un des droits fondamentaux des prisonniers a laissé les familles sans informations de leurs enfants croyant qu'ils sont soit morts soit disparus.

Dans ce travail méticuleux de définir une liste des disparus la plus proche de la réalité, on a rencontré une autre difficulté relative à la non déclaration des vrais noms par certains migrants lorsqu'ils sont arrêtés et poursuivis en justice. Pour soulever cette difficulté, notre recherche auprès des prisons, des survivants et des prisonniers relâchés s'est basée sur les photos récentes des disparus que les familles nous ont envoyées.

Sur la base de toutes ces recherches, AMDH Nador publie cette liste exhaustive de 70 disparus du massacre sans prétendre dire qu'elle définitive et finale, mais uniquement la plus proche de la réalité toute en précisant que les investigations sur dossier vont continuer en relation avec le dossier des morts. Les deux listes des morts et des disparus restent liées et ouvertes en attendant des investigations nouvelles surtout auprès des prisonniers qui

seront libérés prochainement (la recherche auprès des survivants et des blessés pendant cette année a été presque totalement exploitée).

De toute façon, le nombre actuel de morts et disparus du massacre dépasse les 100 victimes tombés suite à une intervention musclée et coordonnées (des officiers de liaison qui sont généralement un agent d'autorité local caïd ou pacha et un représentant de la délégation du gouvernement de Mlilia étaient en contact entre eux avant le massacre et dès le rétablissement des relations entre les deux pays) des autorités marocaines et espagnoles. C'est un bilan énorme qui fait de ce massacre le plus grand jamais enregistré sur une « frontière » terrestre en connivence totale entre le Maroc et l'Espagne aussi bien dans la répression mortelle que dans le refus d'enquêter et de faciliter la réalisation d'investigations approfondies, indépendantes et impartiales.

La vérité sur les réseaux de trafic

Avec ce retour des relations, non seulement la main répressive s'est durcit localement au niveau des campements dans les forêts de Nador, mais on a constaté l'émergence d'un nouveau discours de criminalisation vis-à-vis des demandeurs d'asile en forêt en les accusant d'appartenir à des réseaux de trafic structurés.

Ce discours absent, au moins du côté, marocain avant le 14 mars est complètement fallacieux : depuis toujours, la migration par saut à travers la barrière de Melilla était une migration gratuite ouverte à tous les demandeurs d'asile qui y adhèrent sur décision personnelle en s'installant dans les campements de Gourougou sans rien payer à qui conque. C'est la voie de migration qui a toujours attiré les migrants plus pauvres qui n'ont pas les moyens financiers pour payer une place dans un convoi en mer.

D'ailleurs, le jour du 24 juin, lors de leur avancé vers la barrière de Melilla, les migrants dont leur majorité soudanais, sud- soudanais, tchadiens et Erythréens, ont été rejoints sans aucune contrainte par d'autres migrants de nationalités burkinabé, guinéenne, sénégalaise, Nigérienne et autres pour participer à cette tentative.

Et pour un rappel historique, la migration par mer des subsahariens, qui est payante et complètement sous la main de réseaux de trafiquants, n'est apparue à Nador que depuis 2017, directement après la finalisation des travaux de construction de la 4eme barrière avec Melilla munie de lames tranchante. Devenue difficilement infranchissable avec une militarisation accrue de cette frontière, la migration s'est orientée vers la voie marine.

Dès 2017, AMDH Nador a montré dans ses rapports annuels que la réorientation de la migration des subsahariens vers la voie marine contrôlée par les réseaux de trafiquants n'était que la conséquence des politiques migratoires européennes et marocaines qui, en rendant la barrière presque infranchissable, ont surtout favorisé l'installation d'un marché de la migration sous la main de réseaux de trafic et de traite pour servir des intérêts devenus de plus en plus grandissant.

Cette réorientation vers la migration par mer qui, a connu son apogée les années 2017-2018 et 2019 à Nador et à Laayoune, Tarfaya et Dakhla à partir de 2020 servait les intérêts des politiques migratoires marocaines et espagnoles : le Maroc avait besoin de plus d'effectifs de migrants pour faire plus de pression au moment opportun (la migration des pauvres par les barrières de Melilla et Ceuta, difficile à contrôler et à orienter, ne procurait que 2000 à 3000 boozas par année, alors qu'avec les convois en mer sous la main des réseaux de trafiquants, les boozas ont presque triplé).

L'Espagne de son côté cherchait à attirer plus de financements européennes en se positionnant comme le pays qui prétend être envahi par les flux migratoires et offrir ainsi à certains milieux politiques espagnols une base d'attirer plus d'électeurs.

Ceci ne veut pas dire que les migrants en forêt n'avaient pas mis en place un système d'organisation interne pour organiser leur vie commune et déjouer les attaques presque quotidienne des autorités et le réseau de mouchards mis en place par les autorités autour des campements sous l'égide de migrants plus expérimentés dans la vie de campements en forêt :

- Une commission chargée de la cuisine qui collecte des sommes d'argent pour l'achat des denrées alimentaires (après le blocus alimentaire appliqué par les autorités en signifiant aux commerçants proches de ne rien vendre aux migrants, les migrants qui voulaient rejoindre les campements ont été sollicités d'apporter avec eux des quantités de nourriture) .
- Une commission de vigilance qui contrôle les mouvements des autorités militaires et civiles avant, au cours et après les attaques des autorités.
- une commission qui veille au respect du règlement intérieur qui règle les différents entre les migrants et veille au respect de certaines règles de sécurité, telles que l'interdiction de faire des appels téléphoniques à partir des campements, nécessite d'éteindre les feux et de dormir à 22h...etc

Les refoulements à chaud.

Si, sur la base de nos observations sur place, AMDH Nador a estimé à presque 100 le nombre de demandeurs d'asile refoulés à chaud le jour du 24 juin par les autorités espagnoles, les données du défenseur du peuple espagnol augmente ce chiffre à 470. Ce chiffre constitue le plus grand nombre de refoulés à chaud jamais enregistré sur cette frontière pendant un temps record (quelques heures).

Selon les témoignages recueillis, tous ces migrants ont pu traverser la frontière et ont été arrêtés et immobilisés à différents lieux tous sous contrôle espagnol : après la porte à tourniquet métallique, avant et après le cordon établi par la Guardia Civil dans le champ d'olive limitrophe à la frontière, près du parc des voitures et sur la route du CETI, avec des

scènes de violence graves même lorsque les migrants ont été immobilisés à terre (matraques, pulvérisateur de gaz, pierre, coups de pieds...).

Parmi ces migrants, des cas de blessés graves n'ont reçu aucun secours du côté espagnol. Au contraire ils ont été reconduits vers les militaires marocains qui ont traversé la frontière pour récupérer les migrants sous une pluie d'insultes et de violences.

Comment peut-on accepter que les autorités espagnoles qui a commencé les violences contre ces refoulés à chaud et observaient de près comment les migrants sont traités par les forces marocaines, continuaient à les renvoyer en groupe pour être battus du côté marocain. La responsabilité des autorités espagnoles est totale concernant le non-respect du droit d'asile, les violences subies par les migrants qui ont été refoulés en groupe, blessés et parfois incapables de se mettre debout.

Le cas du demandeur d'asile Maamoun Aissa est révélateur du niveau d'implication des autorités espagnoles dans ce massacre. Selon le témoignage de son frère qui l'accompagnait, Maamoun qui était à terre sous la main de la Guardia civile espagnole avait reçu plusieurs coups de matraques à la tête en plus d'un gaz jaune pulvérisé à partir d'un spray. Il agonisait pendant longtemps devant les yeux de la guardia civile avant que des policiers marocains arrivent parlent avec les membres de la guardia civile et m'obligent moi et un autre migrant de le porter vers l'extérieur sous les coups et les injures des militaires marocains.

D'autre part, d'après nos constatations pendant les procès au tribunal, la majorité de ceux qui ont été poursuivis en justice et jugés à des peines très lourds faisaient partie des 470 refoulés à chaud comme ils l'ont déclaré devant les juges au cours des procès. Parmi ceux-ci on peut citer à titre d'exemple : El Abid Awad, Sadek Abdechafia, Mohamed Salah et Omar Hassane jugés et emprisonnés à Nador.



En attente d'enquêtes indépendantes.

Hormis la note provisoire publiée par le CNDH et le rapport de la « Fiscalia » espagnole qui s'est largement basé sur la version marocaine officielle, l'engagement des deux pays pour mener des enquêtes sérieuses et rapides pour savoir la vérité et définir les responsabilités n'a jamais été la volonté du Maroc et de l'Espagne. Au contraire les deux pays se sont mis

d'accord pour ne rien faire, bloquer toute tentative d'enquête indépendante et faire tout pour nier les faits, camoufler rapidement les preuves des scènes du massacre et mettre la mainmise des Ministères de l'Intérieur marocain et espagnole sur le dossier du 24 juin au lieu de l'appareil judiciaire et des associations de défense des droits humains.

Ainsi, dès la nuit du 24 et le jour du 25 juin et au lieu de sécuriser la scène de ce massacre pour préserver les preuves, les autorités marocaines ont dépêché sur les lieux des ouvriers de nettoyage qui ont collecté tous les restes au niveau de Bario chino et ses alentours, notamment les cartouches des bombes à son et lacrymogènes utilisées, les chaussures et vêtements des migrants, des quantités importantes de pierres et de bâtons. D'autres ouvriers se sont chargés de nettoyer les multiples traces de sang, parfois si grande qu'il a fallu utiliser un souffleur d'eau sous pression...

L'implication tardive du parquet (6 jours après le massacre) n'a pas permis de mener les investigations à temps. Ce n'est qu'après la grande médiatisation du massacre et les demandes sur la nécessité d'ouvrir une enquête judiciaire (notamment la lettre d'AMDH Nador au Procureur général auprès de la cours d'appel de Nador envoyée dès le 28 juin 2022 qu'une enquête judiciaire partielle a été ouverte et qui s'est limitée à réaliser les autopsies et les prélèvements ADN des 23 cadavres que les autorités reconnaissent.

C'est dans ce cadre de bloquer toute tentative de mener des investigations indépendantes que les autorités de Nador ont interdit une délégation de parlementaires européens et des avocats d'arriver à Nador à partir du poste frontalier de Béni Ensar le 20 septembre 2022. Les interdictions et les blocages continuent jusqu'à présent pour l'AMDH Nador et tous les journalistes qui veulent chercher des informations au niveau de la morgue de Nador et d'Oujda, de l'hôpital hassani à Nador, du CHU d'Oujda, de l'hôpital de Berkane, de la Province de Nador et du Ministère de l'Intérieur marocain qui gardent un silence total vis-à-vis de ce massacre.

Malgré que ce massacre soit produit sur un espace sous contrôle exclusive des deux pays et après leur intervention coordonnée d'une violence extrême, le Maroc et l'Espagne semblent se mettre d'accord sur une même stratégie de communication après massacre basée sur le silence, le déni des faits, la déculpabilisation de leurs appareils répressifs, la clôture rapide des enquêtes judiciaires et surtout entraver toute tentative de mener des investigations indépendantes, totales et impartiales.

Les principales violations commises.

Lors de cette tragédie, plusieurs violations des droits humains ont été commises par les autorités marocaines et espagnoles :

- Le droit à l'asile, principalement pour les soudanais, les sud soudanais et les tchadiens qui, à leur arrivée à Oujda déposent dans leur majorité une demande d'asile au bureau compétent du HCR. L'enregistrement de leur demande d'asile et la copie de la demande en

leur disposition ne leur procure aucune protection au Maroc lorsqu'ils sont arrêtés par les autorités marocaines. Malgré que la responsable du HCR au Maroc ait déclaré à plusieurs reprises que le demandeur d'asile bénéficie d'une protection contre l'arrestation abusive, la séquestration et le retour forcé.

Ces dernières n'hésitent pas, dans la plupart des cas, à saisir ou déchirer la copie de la demande, arrêter le demandeur d'asile et le refouler vers la frontière algérienne. Dès le début de l'année 2021, AMDH Nador avait dénoncé à plusieurs reprises ces pratiques illégales et a invité le HCR au Maroc à agir pour la protection des demandeurs d'asile et le respect des documents qu'elles produisent par les autorités. L'inaction du HCR Maroc et la poursuite des arrestations et refoulement massifs des soudanais, sud soudanais et tchadiens surtout à Oujda et Nador a renforcé le sentiment que ces documents ne servent à rien et a surtout encouragé la réorientation de la majorité de ces demandeurs d'asile vers la migration à travers la barrière entre Nador et Melilla.

Des demandeurs d'asile soudanais victimes de ces pratiques illégales étaient parmi ceux qui ont participé aux tentatives du 24 juin, mais aussi à celles des 2-3 et 8 mars 2022.

- Le droit au logement et d'hébergement digne d'un être humain. En effet, les autorités de Nador continuent d'interdire aux migrants de faciès noir toute possibilité de louer une maison à Nador et y vivre à l'instar des autres villes marocaines. Ainsi, elles les poussent, indirectement à se concentrer dans des campements en forêt hiver et été dans des conditions inhumaines. L'histoire dramatique de Happiness mère de 3 enfants, morts tous brûlés en janvier 2022 dans leurs abris en forêt, n'a pas fait bouger les autorités pour assurer ce droit au logement à tous les migrants, malgré la lettre adressée par AMDH Nador au Ministre de l'Intérieur marocain suite à ce drame.

Cette décision inhumaine, ségrégative et à connotation raciste ne concerne étrangement que les migrants de faciès noir (subsahariens, soudanais, sud soudanais et tchadiens) contraints à vivre en forêt, alors que les autres migrants à couleur blanche tels que les Syriens, Yéménites et Maghrébins sont tolérés à vivre dans des hôtels ou des maisons louées en ville.

- Le droit à la vie, violée par ces politiques migratoires meurtrières qui ont coûté la vie à 27 demandeurs d'asile sur un poste frontalier terrestre. Si ces politiques migratoires européennes espagnoles et marocaines ont toujours causé des morts sur les voies de migration en mer, c'est la première fois que ces mêmes politiques poussées à outrance soient meurtrières sur une barrière terrestre. Ce bilan peut s'alourdir plus avec le nombre de migrants portés disparus qui atteint 64 cas jusqu'au 20/7/2022 (voir annexes).

- Le droit à l'intégrité physique des demandeurs d'asile non pas lors des affrontements, mais surtout à la barrière par l'usage excessif et prémédité de la force contre des migrants qui ne constituaient aucun danger, ce qui a causé des dizaines de blessés graves.

- Le traitement cruel, inhumain et dégradant que l'appareil répressif marocain a fait subir aux migrants en les empilant l'un sur l'autre (blessés, morts, évanouis et épuisés) pendant des heures de violence et de maltraitance sous les yeux des autorités.

- Le refoulement à chaud de presque 100 demandeurs d'asile par les autorités espagnoles vers leurs homologues marocains au moment où les migrants subissaient le pire traitement des autorités marocaines.

- Le refoulement par bus vers l'intérieur du Maroc de centaines de migrants arrêtés sans leur distribuer ni à manger ni à boire y compris des dizaines de blessés qui nécessitaient leur transport à l'hôpital (en l'absence de staff médical sur place qui pouvaient mesurer la gravité des blessures, les éléments des forces auxiliaires et des gendarmes se chargeaient de sélectionner les blessés qui ont été embarqués dans les bus de refoulement et ceux qui ont été transportés à l'hôpital).

Les causes derrière le bilan très lourd en morts, blessés et disparus.

Loin de la version officielle des faits qui lie tous ces décès à l'écrasement des migrants lors de la bousculade et les chutes du haut des barrières, la vérité a été enregistrée par plusieurs enregistrements vidéos, racontée par des dizaines de témoignages et constatées sur place par les membres d'AMDH Nador.

Tout d'abord, la version officielle s'arrête à demi chemin dans son explication et évite de s'interroger sur les raisons qui étaient derrière la bousculade et les chutes des migrants présentées comme seules causes de cette tragédie.

Les témoignages des migrants affirment qu'aucun migrant n'est mort suite à la chute du haut de la barrière. Durant les six dernières années, les tentatives qui ont connu des chutes du haut des grillages n'ont pas été mortelles, mais ont surtout des blessures qui peuvent être graves sans oublier que ces chutes étaient pour une grande partie causées par les violences des autorités ou suffocation suite à l'usage excessif de bombes fumigènes.

L'usage massif de gaz lacrymogène sur une zone étroite et encerclée, alors que les migrants tentaient d'ouvrir le portail et sauter la barrière a été la cause principale derrière les bousculades aggravées par le manque de vision et la chute de plusieurs migrants à terre.

Ce grand usage de gaz lacrymogène dans un espace encerclé et étroit est une première dans toute l'histoire de la migration à la frontière entre Melilla et Nador. Jamais les autorités n'ont utilisé autant de gaz même dans des tentatives plus importantes que celle du 24 juin (notamment celles du 2-3 et 8 mars derniers). Depuis 2014 lors des tentatives les plus importantes, l'usage de gaz lacrymogène n'a été constaté que dans de rares cas avec un usage exclusif dans des zones ouvertes.

En recourant à cet usage massif de gaz lacrymogènes contre des centaines de demandeurs d'asile entassés dans un milieu presque fermé, très étroit et encerclé, les autorités marocaines ignorent-elle que cet initiative pourrait causer des morts et des blessés !!

En l'occurrence, pourquoi les autorités marocaines ont procédé dès l'arrivée des migrants au poste frontalier à l'encerclement totale des demandeurs d'asile en ne leur offrant aucune possibilité de retrait vers les forêts de Gourougou. Sur la base de nos constatations sur place, AMDH Nador peut confirmer que si les autorités ont laissé des issues de battre en retrait, plusieurs migrants pouvaient rejoindre la forêt et éviter le bilan très lourd en morts et disparus. Comme ça été toujours le cas dans toutes les anciennes tentatives pendant lesquelles les migrants qui ont échoué pouvaient revenir en forêt.

Six décisions graves prises par les autorités marocaines ont été derrière cette tragédie avec un bilan très lourd jamais enregistré de cette manière sur toutes les voies de migration sud vers l'Europe :

- Pourquoi les autorités ont tenu à attaquer presque quotidiennement les migrants même lorsqu'ils étaient dans les forêts plus loin à presque 20kms de Nador directement après la normalisation des relations maroco-espagnoles ?
- Pourquoi les autorités n'ont pas essayé de disperser les migrants avant d'arriver au poste frontalier de bario chino, lorsqu'ils étaient en route sur un itinéraire de 6 kms depuis la forêt d'Izenoudene vers la frontière ?
- Pourquoi dès l'arrivée des migrants au poste frontalier, les autorités ont mobilisé presque 2000 agents des différentes forces pour encercler en premier lieu les migrants et ne leur laisser aucune possibilité de battre en retrait et de revenir vers les forêts de gourougou ?
- Pourquoi tout cet usage excessif de bombes fumigènes contre des centaines de migrants encerclés dans un lieu étroit et presque fermé ?
- Pourquoi les autorités ont commencé par transporter les morts par les ambulances de la protection civiles, alors que les blessés sont restés des heures à terre sans aucun secours ?
- Pourquoi les autorités marocaines, mais aussi espagnoles n'ont mobilisé aucune équipe ni moyens de secours sur place pour secourir des dizaines de migrants qui agonisaient devant les yeux des autorités. Cette situation grave nécessitait des équipes médicaux et non pas des centaines de militaires.

Il s'agit de décisions successives prises par les autorités marocaines pendant quelques jours seulement marquant un nouveau tournant dans la façon de pratiquer le rôle de gendarme que joue le Maroc directement après la normalisation des relation maroco-espagnoles et qui expliquent largement ce bilan très lourd en morts, blessés et disparus.

Ce que nous demandons.

- La réalisation dans l'urgence d'une enquête indépendante, totale et impartiale du côté marocain et espagnol pour établir les vérités et les responsabilités.
- Traduire en justice les responsables qui étaient derrière ce massacre et veiller pour que telles violations ne se reproduisent pas sur cette frontière.
- Mettre toute la lumière sur le nombre de cadavres à la morgue de Nador en levant l'interdiction aux associations des droits humains, aux membres des familles des victimes et aux représentants de l'ambassade du Soudan de visiter cette morgue.
- Révéler le sort de tous les migrants disparus suite à ce massacre.
- Permettre aux familles qui viennent identifier leurs enfants de voir les cadavres à la morgue conformément aux instructions du parquet u lieu de les obliger à voir uniquement les photos de la police judiciaire.
- Délivrer aux familles au Soudan et autres pays toutes les facilités nécessaires pour leur permettre de voyager au Maroc pour identifier leurs enfants et les enterrer selon leurs volontés.
- Activer le rapatriement des tests ADN réalisés par les familles au Soudan vers le Maroc pour une identification rapide des morts.
- Mettre à la disposition des familles qui cherchent leurs enfants la liste des migrants dans toutes les prisons marocaines et les centres d'enfermement illégal.
- Libération de tous les migrants arrêtés et jugés à des peines très lourds suite à ce massacre.
- Procurer aux associations des droits humains les résultats des autopsies réalisées.
- Mettre toute la lumière sur les enterrements des migrants effectués rapidement et sans identification au cimetière de Jerada.

Conclusions

Si à travers la tragédie de Barrio Chino, les politiques migratoires criminelles ont dépassé toutes les limites avec un bilan très lourd en morts, disparus, blessés et refoulés et un traitement cruel, inhumain et dégradant au pied d'une barrière érigée et financée pendant des années par l'argent européen, les tentatives d'étouffer ce scandale et de masquer les vrais responsables continuent d'agir par plusieurs moyens officiels de propagande au niveau national et régional.

En effet, jusqu'à présent du côté marocain comme du coté espagnol, les autorités s'échinent à ouvrir des enquêtes sérieuses et indépendantes pour déterminer les responsabilités et les rôles joués par toutes les parties.

Malgré les demandes répétées d'AMDH Nador, l'enquête judiciaire, les autopsies détaillées des cadavres et l'identification des morts n'ont toujours pas été réalisés, alors que la liste des portés disparus suite à cette tragédie ne cesse de s'élargir.

AMDH Nador exhorte tous les défenseurs des droits humains crédibles à réaliser l'ampleur de la tragédie et le poids des enjeux mis en place pour décriminaliser des politiques migratoires et blanchir le rôle des financements européens, pour plus de coordination et de travail ensemble afin de faire toute la lumière sur toutes les zones d'ombre de cette tragédie.

AMDH NADOR